AVASCOPE
Association Volontaire des Actionnaires Salariés et Anciens Salariés
de TotalEnergies
Bulletin de Liaison

EDITORIAL (rédigé le **12 juin 2025**) **n° 95 – Juin 2025**

EN ROUTE VERS UN MONDE DYSTOPIQUE ?

Les rêves et promesses de grandeur renouvelée pour l'Amérique, de Donald Trump, vont-ils se réaliser ou virer en une dystopie chaotique mondiale ?

Depuis son investiture, Trump, a stupéfié le monde par la brutalité et la radicalité de ses décisions.

En matière de climat et d'environnement, ses décisions sont à l'opposé des orientations prises jusqu'alors. Pour lui, point de transition énergétique et son credo est d'exploiter à tout va les énergies fossiles et les ressources minières, jusqu'au fond des océans. Favoriser l'usage des énergies électriques n'est pas sa priorité : son ex-ami et sponsor Elon Musk en sait quelque chose.

En maintenant le cap de la transition énergétique ainsi que son objectif d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 ensemble avec la société, TotalEnergies se distingue, avec raison et brio, des majors pétrolières.

La politique chaotique de droits de douane de Trump, théâtralisé en « *Jour de la libération* », le 2 avril 2025, chamboule les cartes du commerce international et met à mal les chaînes d'approvisionnement et de valeur.

En résulte un krach boursier mondial et une instabilité boursière qui profitent à certains des proches ou amis milliardaires de Trump, qui les félicite publiquement des gains ainsi acquis. Les notions d'éthique ou de conflit d'intérêts semblent étrangères à Trump, qui mélange allègrement politique et business personnel ou familial et accepte sans ciller l'avion que lui offre le Qatar, d'une valeur de 400 millions de dollars.

Trump s'en prend aussi à l'État fédéral, à la science, à la recherche et aux universités, arrête les activités de l'USAID, met en péril l'ONU et la gouvernance mondiale, ignore le droit international et sanctionne les juges et intervenants de la justice internationale (CPI).

Le plus stupéfiant est cependant la curieuse façon dont Trump, qui rêve pourtant du prix Nobel de la paix, s'emploie à ramener la paix en Ukraine et en Palestine.

En bonimenteur émérite, Trump s'était targué de mettre fin à la guerre en Ukraine en 24 heures. Le 12 février 2025, il téléphone à Poutine et en adopte le narratif ; puis, le 28 février, dans le bureau Ovale, il tance Zelensky pour l'amener à capitulation, en lui reprochant d'avoir déclenché la guerre et de n'avoir aucune '*carte en main*' pour négocier. Quatre mois plus tard, Trump n'a toujours pas mis fin à la guerre : en se faisant le porte-parole de Poutine, en inversant les rôles agresseur-agressé et en stoppant l'aide américaine, il affaiblit l'Ukraine et conforte Poutine dans son agression toujours plus intense et ses visées expansionnistes. Heureusement, l'Ukraine a encore quelques '*cartes en main*' comme le démontre son opération '*Toile d'araignée'*. Poutine aurait-il une carte qui expliquerait la mansuétude et l'aveuglement de Trump à son égard ?

Trump voulait aussi un cessez-le feu à Gaza avant son investiture le 20 janvier 2025. Le 15 janvier, un accord de cessez-le-feu à Gaza en 3 phases est conclu ; aboutissement en fait du plan proposé par Joe Biden depuis juin 2024 : la première phase, avec la libération de part et d'autre d'otages israéliens et de prisonniers palestiniens est prévue s'achever le 26 février 2025.

Joe Biden n'a jamais pu obtenir de Netanyahou qu'il explique sa vision pour le jour d'après à Gaza. Il a fallu attendre le 4 février 2025 pour que le plan de l'après-Gaza fuse de la bouche de Donald Trump, à l'issue de sa rencontre avec Netanyahou ; ce plan consistant à prendre possession de la bande de Gaza et à la transformer en Riviera du Moyen-Orient, après l'avoir vidée de ses habitants envoyés en Égypte ou Jordanie. Netanyahou et ses alliés ultranationalistes approuvent ce plan, qui correspond à leur objectif d'annexion des terres palestiniennes et au refus d'un État palestinien.

L'annonce de ce plan fragilise l'accord de cessez-le feu en cours et, à la fin de la première phase de l'accord, Israël refuse d'en appliquer la 2ème phase, qui prévoit la libération de tous les otages restants, un cessez-le feu permanent et le retrait complet des forces israéliennes de Gaza. Le 2 mars, Israël interdit l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza et reprend les bombardements le 18 mars sur une population assiégée et privée de tout.

Or, de même que les Israéliens ou les Juifs ne sont pas responsables des crimes commis par l'armée ou les colons israéliens à Gaza ou en Cisjordanie, les Gazaouis ou les Palestiniens ne sont pas responsables des crimes commis par le Hamas. Le droit de se défendre pour Israël n'est pas celui de massacrer impunément des civils, des journalistes, des personnels hospitaliers ou humanitaires, ... et de mettre toute une population en péril de mort et en insécurité permanente.

De plus en plus de voix s'élèvent, y compris en Israël et parmi ses pays alliés pour dénoncer la 'solution finale' et les massacres opérés par Netanyahou qui ne peuvent que révulser les consciences. Un état démocratique ne peut surréagir à une action terroriste par un terrorisme d'état, qui s'affranchit de toutes les règles de droit national et international et bafoue les droits humains les plus élémentaires. La libération des otages israéliens n'a jamais été la priorité du gouvernement Netanyahou, dont la survie est liée à la poursuite de la guerre et dont l'objectif est celui d'un grand Israël.

En dépit de tout cela, le 5 juin 2025, les Etats-Unis mettent leur veto à une résolution soutenue par les 14 autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU, réclamant un cessez-le-feu et l'accès humanitaire illimité à Gaza.

Tout comme pour l'Ukraine, Trump au lieu de parvenir à un cessez-le feu durable à Gaza et à mettre en œuvre une solution de paix durable et juste en Palestine - reconnaissant le droit à un État pour les Palestiniens et garantissant ainsi la sécurité d'Israël - conforte en fait le gouvernement ultranationaliste de Netanyahou dans sa volonté d'éviction des Gazaouis et d'accaparement de leurs terres ainsi que dans ses visées expansionnistes et colonisatrices en Cisjordanie et Jérusalem Est ; il s'expose aussi à d'éventuelles accusations de complicité.

Si Trump veut obtenir le prix Nobel de la paix, il lui faut revoir son approche sur ces 2 conflits majeurs en Ukraine et en Palestine et utiliser les moyens de pression dont il dispose, tant sur la Russie que sur Israël.

A défaut de l'utopie d'un monde meilleur et débarrassé de la guerre, souhaitons que la gouvernance mondiale sache écarter la dystopie d'un monde s'enfonçant toujours plus dans le chaos et le fracas de la guerre.

Bernard BUTORI, Président de l'AVAS

QUELQUES EVENEMENTS IMPORTANTS OU SIGNIFICATIFS CONCERNANT TOTALENERGIES DEPUIS MARS 2025

Sans vouloir être exhaustif et afin d'éclairer le lecteur sur les évolutions de TotalEnergies, nous avons sélectionné, ci-après, ***quelques-uns des événements importants ou significatifs de ces évolutions, qui ont marqué la vie de notre société depuis mars 2025*** *et qui ont pu faire l'objet de communications par TotalEnergies.*

Mars 2025 : A Taïwan, TotalEnergies et ses partenaires inaugurent le parc éolien offshore de Yunlin, d'une capacité de 640 MW

Rappelons que TotalEnergies a rejoint le projet Yunlin en avril 2021 (voir AVASCOPE 83, p. 15) et que la première des 80 éoliennes de ce projet a été mise en production en novembre 2021 (AVASCOPE 85, p. 7).

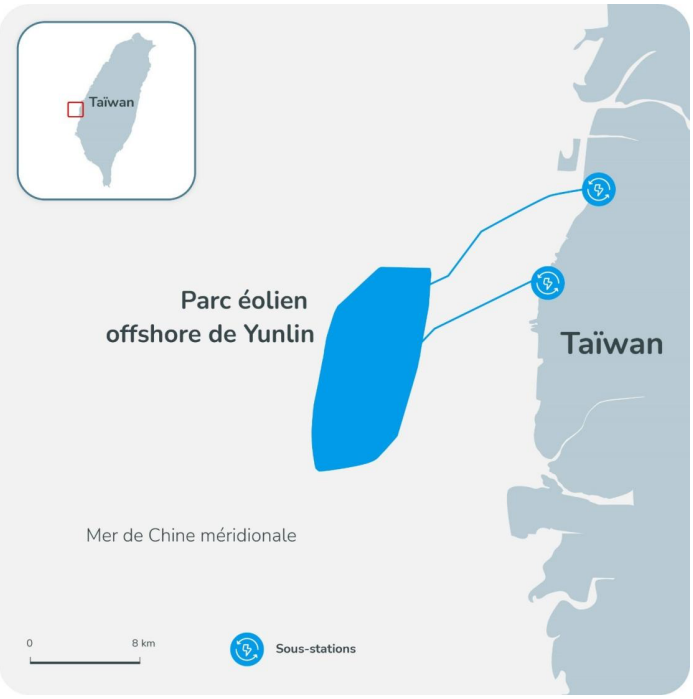
Le 4 **mars 2025**, à l'occasion d'une cérémonie à Taipei, TotalEnergies et ses partenaires ont annoncé l'i**nauguration** du **parc éolien offshore** de **Yunlin**. Désormais opérationnel, le parc a atteint sa **pleine capacité** de production prévue de **640 MW**.

TotalEnergies détient une participation de **29,46 %** dans **Yunneng Wind Power**, la **coentreprise** en charge du projet, aux côtés de Skyborn Renewables (31,98 %), EGCO Group (26,56 %) et Sojitz (12 %).

Le **développement** et la **construction** du projet Yunlin ont été menés par **Skyborn Renewables**, avec le soutien des autres partenaires. Après la **mise en service commerciale**, prévue pour **juin 2025**, **TotalEnergies** prendra la **direction des opérations techniques** tandis que **Skyborn** continuera de gérer les **aspects commerciaux**.

Le parc éolien offshore de Yunlin est situé à une quinzaine de kilomètres à l'ouest des côtes de Taïwan, à des profondeurs pouvant atteindre 35 mètres. Il se compose de 80 éoliennes d'une capacité nominale de 8 MW. L'électricité produite est injectée dans le réseau taïwanais et commercialisée grâce à deux contrats de vente d'électricité (PPA) de vingt ans conclus avec Taiwan Power Company (TPC), au prix moyen de 165 USD/MWh.

Yunlin produit 2,4 TWh d'électricité renouvelable par an, alimentant plus de 600 000 foyers taïwanais et réduisant les émissions de CO_2 d'environ 1,2 Mt.



« *Nous nous réjouissons de l'inauguration du parc de Yunlin, qui marque un nouveau pas en avant dans notre développement dans l'éolien offshore* » a déclaré **Olivier Jouny**, directeur Renouvelables de TotalEnergies**.** « *Ce projet de 640 MW contribue à atteindre nos objectifs 2025 de 35 GW de capacité brute renouvelable et de plus de 50 TWh de production nette d'électricité, soit 10 % de l'énergie produite par TotalEnergies. Notre rôle d'opérateur technique sur Yunlin nous permettra de renforcer nos compétences dans l'éolien offshore, dans la perspective de nos futurs projets en Allemagne, au Danemark et au Royaume-Uni* » a-t-il ajouté.

En **Asie**, **TotalEnergies** détient un **portefeuille de renouvelables** (solaire, éolien, batteries) de plus de **23 GW brut**, tous stades confondus : développement, construction, et opération. Parmi ces capacités, 50 % sont déjà opérationnelles ou en construction.

Mars 2025 : En Allemagne, TotalEnergies s'associe à RWE pour décarboner sa raffinerie de Leuna grâce à de l'hydrogène vert

TotalEnergies s'est engagé dans un programme visant à décarboner l'hydrogène consommé par ses raffineries européennes et à **remplacer** d'ici **2030** les **500 000 tonnes** de **l'hydrogène ainsi consommé** annuellement **par** de l'**hydrogène vert** issu d'**énergies renouvelables** (voir AVASCOPE n° 90, p. 10).

Dans le cadre de ce programme, **TotalEnergies** a signé un **accord** avec le développeur allemand **RWE** pour la fourniture de **30 000 tonnes/an** d'**hydrogène vert**, pour une durée de **15 ans** à partir de **2030**, à destination de sa **raffinerie** de **Leuna** en Allemagne.

L'hydrogène vert sera produit par un **électrolyseur** de **300 MW**, construit et opéré par **RWE** à Lingen. Une infrastructure de stockage d'hydrogène vert sera également installée à proximité. Livré par un pipeline de 600 km à l'entrée de la raffinerie de Leuna, l'hydrogène vert permettra d'éviter l'émission d'environ 300 000 tonnes de CO_2 du site par an à partir de 2030. Il s'agit de la plus grande quantité d'hydrogène vert jamais contractualisée à partir d'un électrolyseur en Allemagne.

« *Nous nous réjouissons d'approfondir encore notre partenariat avec RWE, notre partenaire dans plusieurs projets éoliens offshore en Allemagne et aux Pays-Bas. Ce contrat de fourniture long terme d'hydrogène vert est une étape majeure pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de notre raffinerie de Leuna. Il sera rendu possible grâce à la réalisation du réseau hydrogène par les autorités allemandes et leur soutien efficace aux clients de l'hydrogène vert, comme notre raffinerie de Leuna* » a déclaré **Patrick Pouyanné**.

Mars 2025 : En Allemagne, TotalEnergies lance 6 nouveaux projets de stockage par batteries et poursuit son développement dans l'électricité

TotalEnergies annonce avoir pris des **décisions d'investissement** pour **6 projets de stockage par batteries**, en **Allemagne**, pour un total de **221 MW** de **nouvelles capacités** de stockage et un investissement de **160 M€**.

Ces **projets** ont été **développés par Kyon Energy**, filiale de TotalEnergies acquise en 2024 (voir AVASCOPE n° 91, p. 14), et utiliseront en majorité des **batteries** de dernière génération fournies par **Saft**, filiale de TotalEnergies et leader dans les batteries haute technologie. Leur construction a débuté fin 2024 pour une **mise en service début 2026**.

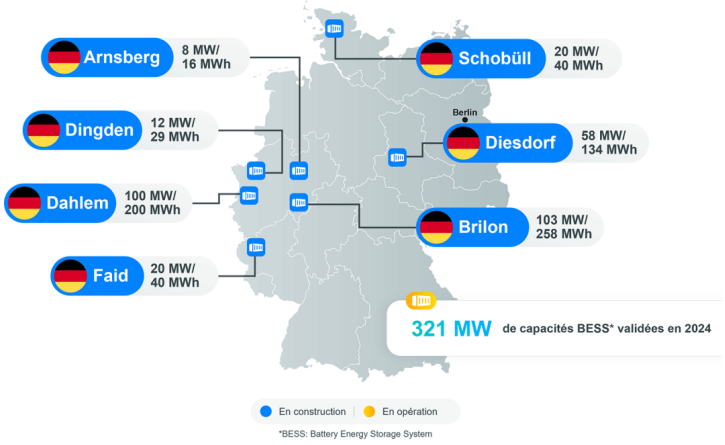
Le lancement de ces projets constitue une nouvelle étape importante dans le développement des capacités de stockage d'électricité par batteries de TotalEnergies en Allemagne, où la Compagnie est

présente à la fois dans la production, le trading, l'agrégation et la commercialisation d'électricité bas carbone disponible 24h/24.

Avec ces projets, **TotalEnergies contribue** à la **résilience du système électrique allemand**, en permettant de réduire les problèmes de congestion et en apportant une flexibilité supplémentaire qui favorisera l'essor rapide des énergies renouvelables dans le pays.

TotalEnergies renforce ainsi sa **présence** dans l'**électricité intégrée en Allemagne**, où elle dispose d'un pipeline de projets de **13 GW renouvelables** et **2 GW de batteries**.

- 7 GW d'éolien onshore et solaire en développement et 200 MW installé ou en construction ;
- 6,5 GW net d'éolien offshore en développement ;
- 2 GW de capacité de stockage en développement et 321 MW en construction ;
- 9 GW de capacité d'agrégation d'électricité gérés par Quadra Energy ;
- 6 900 points de recharge développés et opérés, dont 1 100 haute puissance.



Mars 2025 : TotalEnergies publie son rapport *Sustainability & Climate 2025 Progress Report* et renforce ses objectifs de baisse d'émissions

À l'occasion de la publication du rapport ***Sustainability & Climate 2025 Progress Report*** **TotalEnergies** présente les **avancées** sur sa **stratégie de transition**.

Ce rapport **vient compléter** le **rapport de durabilité** qui sera intégré au Document d'Enregistrement Universel en application de la **CSRD** (*Corporate Sustainability Reporting Directive)* de l'Union Européenne.

En 2024, **TotalEnergies** récolte les **fruits** de **sa stratégie multi-énergies intégrée et équilibrée**, conciliant croissance rentable et développement durable et ancrée sur **deux piliers** : les **hydrocarbures**, notamment le GNL, et l'**électricité**, notamment renouvelable, énergie au cœur de la transition. Pour la troisième année consécutive **TotalEnergies** continue d'être la **major la plus rentable** affichant un ROACE (rentabilité des capitaux employés moyens) de **14,8 %**, tout en étant la **major qui investit le plus dans la transition énergétique**, avec près de **5 G$** investis en **2024** dans les énergies bas carbones, majoritairement dans l'électricité et les renouvelables.

Dans les **hydrocarbures**, TotalEnergies continue de développer et produire du pétrole et du gaz de manière responsable grâce à son portefeuille à point mort bas et à faibles émissions, ce qu'illustrent de nouveau en 2024 ses performances en termes de **baisses des émissions** :

- Baisse des émissions de gaz à effet de serre sur les installations Oil & Gas opérées[1] (Scope 1+2 – 100 %) de 36 % en 2024 par rapport à 2015
- Diminution de l'intensité carbone Scope 1+2 du portefeuille Oil & Gas Amont à 17 kg CO2e/bep, en amélioration continue depuis 2020
- Dépassement avec un an d'avance de l'objectif de réduction des émissions de méthane (- 55 % en 2025 par rapport à 2020, contre un objectif précédent de - 50 %), déjà parmi les plus faibles du secteur.

[1] Installations opérées par la Compagnie dans le cadre des activités Oil & Gas Amont et des activités des secteurs Raffinage-Chimie et Marketing et Services. Les installations de génération électriques à partir de sources renouvelables ou de gaz naturel telles que les centrales à cycle combiné au gaz naturel sont donc exclues de ce périmètre mais sont reportées dans le Scope 1&2 global.

Dans le **gaz**, énergie de transition qui pallie l'intermittence des énergies renouvelables dans la production d'électricité et constitue une alternative vertueuse pour les pays utilisant du charbon pour leur production d'électricité, la Compagnie estime que ses ventes de GNL ont contribué à **éviter** chez ses clients environ **65 Mt** d'**émissions de CO_2e** en **2024**.

Convaincu que le partage des technologies et de bonnes pratiques est essentiel pour faire évoluer l'ensemble du secteur, **TotalEnergies** contribue également très activement à l'**OGDC** (***Oil & Gas Decarbonization Charter***) depuis sa création fin 2023 (voir AVASCOPE n° 94, p. 3 et 4). Cette initiative d'ampleur rassemble à présent **55 compagnies nationales et internationales** représentant près de **45 %** de la production mondiale de pétrole et de gaz, qui œuvrent ensemble à la réduction des émissions de GES de l'industrie, notamment de méthane.

Dans l'**électricité**, TotalEnergies continue de construire un modèle rentable différencié qui deviendra un des moteurs de génération de cash de la Compagnie. En **2024**, TotalEnergies a ainsi investi **4 G$** dans ***Integrated Power***, augmenté sa **production** nette de **23 %**, et franchi le cap des **10 %** d'**électricité** dans son **mix de ventes**. Cette croissance a contribué à réduire l'intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus de 16,5 % en 2024 par rapport à 2015, dépassant l'objectif initialement fixé à -14 %.

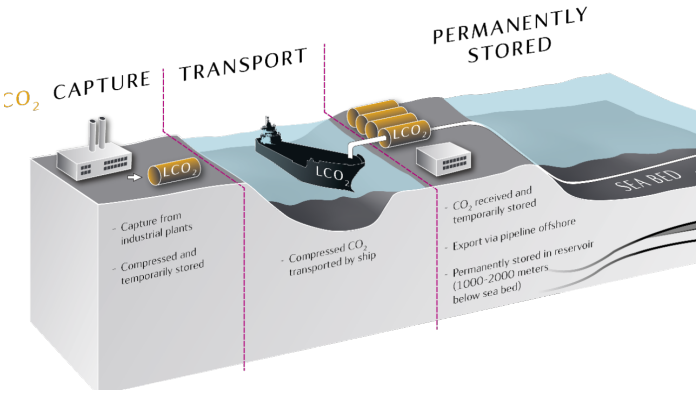
Forte de ces résultats, **TotalEnergies maintient le cap de sa stratégie** et est devenue la société la plus engagée dans la transition énergétique parmi les Majors. La Compagnie a décidé de **renforcer** ses **objectifs de baisse des émissions** pour 2025 :

- Émissions de méthane sur les installations opérées (100 %) : nouvel objectif 2025 de - 60 % en 2025 vs 2020 (contre - 50 % précédemment), accompagné du déploiement de moyens de détection en continu des émissions sur tous les sites amont opérés
- Émissions de Scope 1+2 sur les installations opérées (100 %) : < 37 Mt CO_2e en 2025 (contre < 38 Mt précédemment)
- Intensité carbone cycle de vie des produits énergétiques vendus : - 17 % en 2025 vs 2015 (contre -15 % précédemment).

Mars 2025 : En Norvège, TotalEnergies et ses partenaires lancent la phase 2 du projet de CCS Northern Lights

TotalEnergies et ses partenaires **Equinor** et **Shell** annoncent la **décision finale d'investissement** (***FID***) de la **seconde phase** de développement de la Joint-Venture **Northern Lights** en **Norvège** ; qui portera la **capacité** de transport et de stockage du projet de 1,5 million à plus de **5 Mt CO_2/an** à partir de **2028**.

En **septembre 2024**, TotalEnergies et ses partenaires Equinor et Shell avaient annoncé l'**achèvement** de la **première phase** des **installations** de **réception** et de **stockage** du **CO_2** de la **Northern Lights** (voir AVASCOPE n° 93, p. 11). Les installations construites dans le cadre de la première phase du projet Northern Lights sont prêtes à stocker le CO_2 d'émetteurs industriels. Les **opérations démarreront à l'été 2025**, avec une première livraison de CO_2 acheminé par navire depuis la cimenterie Heidelberg Materials de Brevik en Norvège. Le CO_2 sera injecté dans un réservoir situé à 2 600 mètres sous le fond marin, au large de la côte d'Øygarden, à l'ouest de la Norvège, pour y être stocké de manière permanente.



La **seconde phase**, annoncée aujourd'hui, représente un **investissement** de 7,5 milliards NOK (soit environ **700 M$**) et tire parti des infrastructures existantes, à terre comme en mer. Cette augmentation de capacité comprend de nouveaux bacs de stockage à terre, des pompes, une jetée, des puits d'injection et des navires de transport ; ces infrastructures seront construites en vue d'une **mise en service** au **second semestre 2028**.

Cette FID fait suite à la signature d'un **accord commercial** de **15 ans** entre Northern Lights et **Stockholm Exergi**, fournisseur d'énergie de la capitale suédoise, pour le transport transfrontalier et le stockage de **900 000 tonnes de CO_2** biogénique **par an** à partir de **2028**. Stockholm Exergi est la **cinquième entreprise** à confier à Northern Lights le transport et le stockage de ses émissions de CO_2, après Heidelberg Materials et Celsio en Norvège, Yara aux Pays-Bas et Ørsted au Danemark. Northern Lights est également à un stade de discussion avancé avec plusieurs autres grands clients industriels européens pour commercialiser la capacité de stockage restante.

Mars 2025 : Publication des documents annuels de TotalEnergies (URD et Form 20-F)

Le **Document d'enregistrement universel** (aussi appelé **URD** pour *Universal Registration Document*) remplace depuis 6 ans le *Document de référence*.

Le Document d'enregistrement universel pour l'année 2024 de TotalEnergies SE a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 31 mars 2025. Il peut être consulté et téléchargé à partir du site Internet de la Société : totalenergies.com/fr/actionnaires/publications-et-informations-reglementees/informations-reglementees/rapports-annuels).

La traduction en anglais du Document d'enregistrement universel (*Universal Registration Document*) y est également disponible.

Les documents suivants sont intégrés dans le Document d'enregistrementuniversel : le rapport financier annuel 2024, le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise prévu à l'article L. 225-37 du Code de commerce, le descriptif du programme de rachat d'actions, le rapport sur les paiements effectués au profit des gouvernements prévu à l'article L. 22-10-37 du Code de commerce, les informations en matière de durabilité en application de la CSRD et le rapport de certification sur ces informations, ainsi que les rapports des commissaires aux comptes.

Le document annuel **Form 20-F** pour l'année 2024 de TotalEnergies SE a été déposé auprès de la United States Securities and Exchange Commission (SEC) le 31 mars 2024. Il peut être consulté et téléchargé à partir du site Internet de la Société :
totalenergies.com/fr/actionnaires/publications-et-informations-reglementees/informations-reglementees/rapports-annuels
ou à partir du site de la SEC : sec.gov

Des **exemplaires** du Document d'enregistrement universel, de l'*Universal Registration Document* et du Form 20-F sont **disponibles gratuitement au siège** social de la Société, 2 place Jean Millier, La Défense 6, 92400 Courbevoie.

Avril 2025 : Électricité : TotalEnergies finalise l'acquisition de trois portefeuilles renouvelables à l'international

À la suite des **accords signés en 2024**, **TotalEnergies** finalise :

- l'**acquisition de VSB**, développeur éolien et solaire en **Europe**, notamment en **Allemagne** (voir AVASCOPE n° 94, p. 8) ;
- ainsi que celle de **SN Power**, développeur de projets d'hydroélectricité en **Afrique**, notamment en **Ouganda** (voir AVASCOPE n° 93, p. 6).

Grâce au pipeline de plus de **15 GW** de **VSB**, **TotalEnergies** dispose d'un pipeline de plus de **40 GW de capacités renouvelables** en **Europe**, au-delà des **7 GW** déjà en opération ou en construction.

Compte tenu de sa stratégie ciblée sur certains pays clés en Europe, **TotalEnergies** a décidé d'engager la **cession** du **projet Puutionsaari** développé par VSB en **Finlande** (**450 MW** éolien et solaire).

La Compagnie annonce également avoir signé des **accords**, au **Canada** avec le développeur **RES** en vue d'acquérir certains **projets éoliens et solaires** en cours de développement en Alberta, pour une capacité totale de plus de **800 MW**.

Dans ce cadre, TotalEnergies vient de finaliser l'acquisition du projet **Big Sky Solar**, une **centrale solaire** (**184 MW**) située en **Alberta** et **opérationnelle depuis fin février**. Plus des deux tiers de l'électricité produite par Big Sky Solar sont adossés à un contrat de vente d'électricité (PPA) à long terme et le surplus sera vendu sur le marché de l'électricité par TotalEnergies qui commercialisera également les crédits générés par la centrale dans le cadre du programme réglementé de l'Alberta pour les émissions de carbone

« *La finalisation de ces trois acquisitions en Europe, en Amérique du Nord et en Afrique contribuera à nos objectifs de 35 GW de capacités brutes renouvelables en 2025 et de plus de 100 TWh de production d'électricité à horizon 2030* » a déclaré **Stéphane Michel**, Président de Gas, Renewables & Power chez TotalEnergies**.** « *Ces acquisitions confortent notre présence dans des marchés où nous déployons notre activité d'électricité intégrée, comme l'Allemagne et en Amérique du Nord, et dans des pays, comme l'Ouganda, où nous pouvons tirer parti des synergies existantes avec nos activités d'exploration-production. En outre, elles contribueront à la croissance de notre cash-flow et à atteindre notre objectif de rentabilité de 12 % sur le segment de l'électricité.* »

Avril 2025 : Aux USA, TotalEnergies exportera 1,5 Mt/an de GNL du futur train 4 de Rio Grande

TotalEnergies a signé un accord (SPA) avec **NextDecade** pour l'**achat** de **1,5 Mt/an** de **GNL** provenant du **futur train 4** de l'usine de liquéfaction de **Rio Grande LNG**.

Ce SPA, d'une durée de **20 ans**, est **conditionné** à la prise par NextDecade de la **décision finale d'investissement** concernant ce **quatrième train**.

« *Nous nous réjouissons de signer avec NextDecade un nouveau SPA pour 1,5 Mtpa en provenance du futur train 4 de Rio Grande. Cet accord permettra à NextDecade de progresser vers la décision finale d'investissement, et notamment d'initier le processus de financement de ce quatrième train. Une fois en vigueur, cet accord contribuera à renforcer la position de TotalEnergies en tant que principal exportateur de GNL depuis les États-Unis, lui permettant de fournir à ses clients un*

approvisionnement compétitif » a déclaré **Gregory Joffroy** , directeur GNL de TotalEnergies.

Rappelons que **TotalEnergies** détient **16,7 %** dans la **première phase** de **Rio Grande LNG**, qui consiste en **trois trains de liquéfaction** actuellement en construction au sud du Texas. TotalEnergies a également **sécurisé l'achat** de **5,4 Mt/an** de **GNL** sur les **17,5 Mt/an** qui seront produites durant la **première phase**, dont le **démarrage** est prévu en **2027**. TotalEnergies détient également **17,5 %** dans **NextDecade**, l'actionnaire et **opérateur du projet Rio Grande** (voir AVASCOPE n° 90, p. 4 et 5).

Avril 2025 : En République dominicaine, TotalEnergies fournira 400 000 t/an de GNL pendant 15 ans

TotalEnergies a signé un **accord** avec **ENADOM** (*Energia Natural Dominicana*), la **coentreprise** entre AES Dominicana et Energas en **République dominicaine**, pour la livraison de **400 000 tonnes de GNL par an**. Le contrat est prévu démarrer **mi-2027**, pour 15 ans, avec un prix indexé sur le Henry Hub.

Cet accord permettra à **ENADOM** de fournir du gaz naturel à une **centrale électrique** à cycle combiné de **470 MW**, actuellement en construction, qui viendra augmenter la capacité de production d'électricité du pays. Ce projet contribue à la **transition énergétique** de la **République dominicaine** en réduisant sa dépendance au charbon et au fioul grâce à l'utilisation du gaz, source d'énergie moins carbonée.

« *Ce nouveau contrat souligne le leadership de TotalEnergies dans le secteur du GNL et notre engagement à soutenir la transition énergétique de l'île* (la République dominicaine). *Celle-ci représente un débouché idéal pour notre approvisionnement en GNL américain, qui va augmenter progressivement* » a déclaré **Gregory Joffroy**, directeur GNL de TotalEnergies.

Avril 2025 : Aux Etats-Unis, démarrage de la production du champ offshore de Ballymore

TotalEnergies annonce le **démarrage** de la **production** du champ de **Ballymore** en offshore profond au large des Etats-Unis, dans lequel la Compagnie détient une participation de **40 %** aux côtés de l'**opérateur Chevron** (60 %).

Situé à 120 km des côtes de la Louisiane, le champ de **Ballymore,** dont le **développement** a été approuvé en mai 2022 (voir AVASCOPE n°86, p. 16), présente une capacité de **production brute** journalière de **75 000 barils de pétrole** et de **50 millions de pieds cubes de gaz**. Il est raccordé à l'unité de production flottante Blind Faith, opérée par Chevron.

Au plateau, **Ballymore** représentera une **production nette** à marge élevée pour la **Compagnie** de près de **30 000 bep/j**. Le projet utilise des infrastructures existantes ainsi que des équipements standardisés afin de maintenir des coûts techniques bas et une intensité d'émissions de gaz à effet de serre faible.

« *Le démarrage de Ballymore augmentera notre capacité de production en offshore profond aux États-Unis à plus de 75 000 bep/j, contribuant à l'objectif de notre Compagnie d'une croissance de sa production d'hydrocarbures supérieure à 3 % en 2025* » a déclaré **Nicolas Terraz**, directeur général Exploration-Production de TotalEnergies. « *Les États-Unis sont un marché majeur pour le déploiement de notre modèle intégré, qui combine des projets pétroliers et gaziers à point mort bas et à faibles émissions et le développement de nos activités dans le GNL et l'électricité.* »

Avril 2025 : En Belgique, la plateforme d'Anvers s'adapte pour répondre aux défis de la transition énergétique et aux évolutions de marché

Site industriel clé pour **TotalEnergies** depuis plus de **75 ans**, la **plateforme d'Anvers**, dont le modèle intégré garantit la robustesse de ses activités, fait le point sur ses investissements d'avenir et **annonce** un **projet d'adaptation industrielle** de son schéma pétrochimique pour renforcer sa compétitivité.

« *Nos adaptations et investissements réguliers dans la plateforme d'Anvers permettent de lui assurer un avenir à long terme et de continuer à faire de ce site intégré de raffinage-pétrochimie le plus performant de TotalEnergies en Europe. Que ce soit pour contribuer à la décarbonation et la transition énergétique, ou faire face aux défis du marché, la plateforme sait adapter son schéma industriel pour rester compétitive et maintenir des emplois d'avenir* » a déclaré **Ann Veraverbeke**, directrice de la plateforme d'Anvers de TotalEnergies**.**

Adaptations pour la décarbonation du site et des transports

Grace à **l'hydrogène vert**, la plateforme d'Anvers accélère sa décarbonation. Dans le cadre d'un projet d'électrolyseur d'Air Liquide de 200 MW, TotalEnergies a signé un accord de *tolling* pour que 130 MW soient dédiés à la production de 15 000 t/an d'hydrogène vert à destination de la plateforme d'Anvers. En amont de l'électrolyseur, TotalEnergies fournira l'électricité verte grâce à son projet éolien offshore OranjeWind (voir AVASCOPE 93, p. 5). Prévu pour fin 2027, le projet permettra de réduire jusqu'à 150 000 t/an les émissions de CO_2 du site d'Anvers et contribuera aux objectifs européens (RED III) d'énergie renouvelable dans le transport.

Grâce à la **production de carburants aériens durables** (SAF), la plateforme d'Anvers contribuera à la transition énergétique de ses clients du secteur aérien qui doivent réduire leur empreinte carbone. Un premier projet de production par coprocessing de 50 000 t/an de SAF sera mis en œuvre dès cette année sur la plateforme d'Anvers. Le coprocessing, qui est un des procédés de production de SAF, permet le traitement simultané d'hydrocarbures et de biomasse dans une unité de raffinage conventionnelle.

Grâce à l'**électrification de ses procédés** et au **stockage par batteries**, la plateforme d'Anvers contribue respectivement à la décarbonation de ses activités industrielles et aux besoins grandissant d'équilibrage du réseau haute-tension de transport d'électricité belge et européen. Mis en service l'année dernière, ce parc de stockage par batteries, le plus grand de TotalEnergies en Europe (puissance de 25 MW et capacité de 75 MWh), compense l'intermittence des énergies renouvelables et favorise donc leur développement (voir AVASCOPE 89, p. 11).

Adaptation aux évolutions de marché et aux surcapacités dans la pétrochimie

En parallèle de ces développements d'avenir, la plateforme fait face aux fortes surcapacités du marché de la pétrochimie. Compte tenu de l'excès d'éthylène attendu en Europe, la plateforme prévoit d'arrêter son plus ancien vapocraqueur d'ici fin 2027.

Ce vapocraqueur est dépendant d'un contrat majeur avec un utilisateur tiers qui a récemment décidé de ne pas le renouveler à son échéance fin 2027 et n'est pas intégré à la production aval de polymères de TotalEnergies : il n'aura donc plus de débouchés pour sa production d'éthylène.

Le site pourra ainsi se concentrer sur le vapocraqueur le plus récent, dont la production d'éthylène est intégralement consommée par les unités industrielles de TotalEnergies à Anvers et Feluy.

Avril 2025 : Total annonce ses résultats du 1er trimestre 2025

	1T25	4T24	Variation vs 4T24	1T24	Variation vs 1T24
Résultat net ajusté (part TotalEnergies)[1]					
- en milliards de dollars (G$)	**4,2**	**4,4**	***-5%***	**5,1**	***-18%***
- en dollar par action	1,83	1,90	*-4%*	2,14	*-15%*
Résultat net (part TotalEnergies) (G$)	3,9	4,0	*-3%*	5,7	*-33%*
EBITDA ajusté[1] (G$)	10,5	10,5	-	11,5	*-9%*
Marge brute d'autofinancement (CFFO)[1] (G$)	**7,0**	**7,2**	***-2%***	**8,2**	***-14%***

Après la **flambée des prix de l'énergie** intervenue en **2022**, qui fit aussi flamber les résultats de l'entreprise, une **phase de consolidation** s'est poursuivie, d'abord pour les prix du gaz jusqu'en 2024, puis jusqu'en ce début 2025 pour le prix du baril et les marges de raffinage.

Dans ce contexte, TotalEnergies annonce un **résultat net ajusté de 4,2 G$** au **1er trimestre 2025**, **en baisse** (- 18 %) par rapport à celui du 1er trimestre 2024 (5,1 G$ et 6,5 G$ au 1er T23), tout en étant nettement **supérieur** à celui du 1er trimestre 2021 (3 G$) ; tandis que le **cash-flow net** (CFFO) recule de 14 % à **7 G$** (8,2 G$ $ au 1er T23 et 9,6 G au 1erT22).

Rapporté à une action, le résultat net ajusté est de **1,83 $** (soit **1,74 €**) au 1er trimestre 2025, en baisse de 15 % par rapport au 1er T.24 (2,14 $, soit 1,97 €).

Au **1er trimestre 2025**, la **production Oil & Gas**, en hausse de 4 % sur un an, s'établit à près de **2,56 Mbep/j** et l'**Exploration-Production** génère un **résultat opérationnel net ajusté** de **2,5 G$** et un cash-flow de 4,3 G$.

Dans un environnement amélioré de prix du gaz, le secteur **Integrated LNG**, réalise un **résultat opérationnel net ajusté** de **1,3 G$** au **1er trimestre 2025**, en hausse de 6 % par rapport au 1er trimestre 2024 (1,2 G$) et un cash-flow de **1,2 G$**.

Le secteur **Integrated Power** génère au 1er trimestre 2025 un **résultat opérationnel net ajusté** de **0,5 G$** en baisse de 17 % et un cash-flow de **0,6 G$** ; tandis que la **production nette d'électricité** est en hausse de 18 % sur un an à **11,3 TWh** et que la **capacité brute installée** de génération **électrique renouvelable** atteint **27,8 GW**, contre 23,5 GW il y a un an, soit + 18 %.

Dans un contexte de **marges de raffinage faibles** ainsi que de marges pétrochimiques et bio en repli en Europe, l'**Aval** réalise un **résultat opérationnel net ajusté** de **0,5 G$**, en baisse de 56 % et un cash-flow de 1,1 G$.

Avril 2025 : Le premier acompte sur dividende au titre de l'exercice 2025 en hausse de 7,6 % à 0,85 € par action

Le Conseil d'administration de Total, réuni le 29 avril 2025, a décidé la **distribution d'un premier acompte** sur dividende au titre de l'exercice **2025** d'un montant de **0,85 €**/action, **en hausse de 7,6 % par rapport aux acomptes versés** au titre de l'exercice **2024** et identique au solde du dividende ordinaire relatif à l'exercice 2024.

Cet acompte sera détaché le 1er octobre et mis en paiement en **numéraire** le 3 octobre 2025.

Mai 2025 : En Oman, TotalEnergies et OQEP posent la première pierre de Marsa LNG

Un an après le lancement du **projet Marsa LNG** effectué en avril 2024 (voir AVASCOPE n° 92, p. 9/10), a été opérée la **pose de la première pierre** de l'**usine Marsa LNG** au port de Sohar, dans le nord d'Oman.

Cette usine de **liquéfaction** de gaz naturel, d'une **capacité** de **1Mt/an de GNL**, est construite par **Marsa LNG** LLL, société détenue conjointement par **TotalEnergies** (**80 %**) et **OQEP** (OQ Exploration & Production) (**20 %**). La production de GNL devrait démarrer au **premier trimestre 2028** et sera en priorité destinée à répondre au marché des carburants marins (soutage de GNL) dans le Golfe.

L'une des usines de GNL avec la plus faible intensité carbone au monde : l'usine Marsa LNG fonctionnera à **100 % à l'électricité** et sera associée à un **parc solaire photovoltaïque** d'une puissance de **300 MWc**, qui fournira l'équivalent des besoins annuels de l'usine ; ce qui en fera l'une des usines de GNL ayant la plus faible intensité carbone au monde avec moins de 3 kg CO_2e/bep pour les émissions de Scope 1+2. Cela représente une réduction de plus de 90 % des émissions par rapport à l'intensité carbone moyenne des usines GNL à travers le monde, qui est, selon l'AIE, d'environ 35 kg CO_2e/bep.

Premier hub de soutage de GNL marin au Moyen-Orient : bénéficiant d'un emplacement idéal à l'entrée du Golfe, le site de Marsa LNG a été choisi pour établir le premier hub de soutage de GNL marin du Moyen-Orient.

Marsa LNG a signé un contrat d'affrètement pour un **nouveau navire de soutage de GNL**. Baptisé ***Monte Shams***, en référence au Djebel Shams ou *« la montagne du Soleil »* dans le nord-est d'Oman, ce navire est en cours de construction. Il sera déployé à Sohar dès **2028**, où il avitaillera en GNL un large éventail de navires (porte-conteneurs, pétroliers, navires de croisière).

« C'est une grande fierté de voir Marsa LNG sortir de terre, aux côtés de notre partenaire de longue date OQEP et avec le fort soutien des autorités du Sultanat » a déclaré **Patrick Pouyanné**, Président-directeur général de TotalEnergies**.** *« Ce projet emblématique est la preuve qu'il est possible de produire du GNL avec de très faibles émissions, contribuant ainsi à faire du gaz une énergie de transition à long terme. Avec des partis-pris technologiques ambitieux, nous entendons fixer un nouveau standard et ouvrir la voie à la prochaine génération d'usines de GNL à très basses émissions à travers le monde. Nous offrons également une solution efficace pour accompagner la transition énergétique du secteur maritime en fournissant un carburant marin basses émissions, depuis une localisation stratégique à l'entrée du Golfe. »*

Mai 2025 : Au Havre, la Plateforme Normandie de TotalEnergies alimente désormais le réseau de chaleur urbain Le Havre Sud

Lancé en **février 2023** (voir AVASCOPE n° 88, p. 15), l'**extension du réseau de chaleur** du **Havre Sud**, appelé **RésOcéane**, a été **inauguré** le 5 **mai 2025**.

Ce réseau **récupère** la **chaleur résiduelle** sur les installations de la **Plateforme Normandie** de TotalEnergies pour **alimenter RésOcéane** et réduire ainsi l'utilisation de gaz dans la production de chaleur. Le raccordement de la Plateforme Normandie au réseau RésOcéane permet désormais de chauffer plus de **12 000 logements** havrais avec une énergie locale plus propre et **d'éviter l'émission de 16 000 tonnes de CO_2 par an**.

Opéré par **ResOcéane** (Groupement Dalkia / CRAM) pour le compte de la Communauté urbaine Le Havre

Seine Métropole, ce réseau utilise à présent **80 %** de **chaleur** d'origine **renouvelable** ou de chaleur **industrielle récupérée**.

Ce projet renforce l'implication de TotalEnergies dans l'écosystème local, participe activement à l'ambition d'allier circularité et économies d'énergie, contribue aux objectifs de décarbonation du territoire et de la communauté d'agglomération du Havre.

L'État, via l'ADEME, soutient les investissements relatifs à l'extension du réseau et à la distribution de la chaleur vers la ville du Havre.

Mai 2025 : En Pologne, TotalEnergies cède 50 % de Polska Grupa Biogazowa à HitecVision pour en poursuivre le développement dans le biogaz

TotalEnergies a signé un **accord de vente** (SPA) avec **HitecVision**, une société d'investissement norvégienne spécialisée dans l'énergie, pour la cession de **50 %** de **Polska Grupa Biogazowa** (**PGB**) pour une valeur d'entreprise de **190 M€**.

Avec **20 unités en opération** et une **capacité** de production de plus de **450 GWh** de biométhane équivalent, **PGB** est le **leader** du **biogaz** en **Pologne**.

Créée en **2007** et **acquise en 2023** par **TotalEnergies** (voir AVASCOPE n° 89, p. 3), PGB opère des unités de production de biogaz produisant de l'électricité et de la chaleur par cogénération (CHP).

PGB a actuellement **2 usines en construction** en Pologne et a pour ambition de **se diversifier** dans la production de **biométhane**. L'**objectif** de PGB est d'atteindre **2 TWh** de capacité de production de biométhane équivalent à horizon **2030**.

« *Nous nous réjouissons d'accueillir HitecVision comme partenaire dans la production de biogaz en Pologne. Cette transaction permettra à PGB de poursuivre sa croissance dans un pays où le biogaz se développe rapidement. Elle est en ligne avec le modèle d'affaires de cession partielle appliqué à nos actifs renouvelables permettant de maximiser la rentabilité de nos investissements* » a déclaré **Stéphane Michel**, directeur général Gas, Renewables & Power chez TotalEnergies.

Mai 2025 : Au Canada, TotalEnergies signe un accord en vue d'exporter 2 Mt/an de GNL pendant 20 ans à partir du projet Ksi Lisims LNG

TotalEnergies a signé un **accord** (SPA) avec **Ksi Lims LNG** pour l'achat, pendant **20 ans**, de **2 Mt/an** de **GNL** provenant de la **future usine** de **liquéfaction**, sous réserve de la décision finale d'investissement du projet.

En parallèle, **TotalEnergies** acquiert une participation de **5 %** dans **Western LNG**, le **développeur, actionnaire** et futur **opérateur** du **projet Ksi Lisims LNG**. Cette acquisition accorde à TotalEnergies l'**option** d'augmenter sa participation dans Western LNG et/ou de prendre une participation directe dans l'usine **jusqu'à** environ **10 %** lorsque la décision finale d'investissement sera prise.

Le projet **Ksi Lisims LNG**, une **usine de GNL** d'une **capacité** de **12 Mt/an**, est situé sur la côte pacifique du Canada, en Colombie-Britannique, lui donnant un **accès privilégié vers l'Asie**, le plus grand marché du GNL. Entièrement électrifié et alimenté avec de l'hydroélectricité, **Ksi Lisims** sera l'un des projets de **GNL** les **moins émetteurs de CO_2 au monde**.

« *Cet achat de GNL de la future usine Ksi Lisims LNG nous permettra de diversifier notre portefeuille de GNL en Amérique du Nord et de bénéficier d'un approvisionnement en GNL compétitif à l'ouest du Canada pour mieux servir nos clients asiatiques, avec lesquels nous développons un portefeuille important de contrats d'approvisionnement à long terme* » a déclaré **Stéphane Michelv**, directeur général Gas, Renewables & Power de TotalEnergies.

Rappelons que **TotalEnergies** est le **3ème acteur mondial** du **GNL** avec **40 Mt vendues en 2024** grâce à ses participations dans des usines de liquéfaction dans toutes les zones géographiques. La Compagnie bénéficie de positions solides et diversifiées tout au long de la chaîne de valeur du GNL : production de gaz, transport, accès à plus de 20 Mt/an de capacité de regazéification en Europe, trading et soutage de GNL pour le transport maritime. L'**ambition** de TotalEnergies est d'**accroître de 50 %** sa production et ses achats long-terme de GNL **d'ici 2030**, tout en continuant à réduire les émissions de carbone et à supprimer les émissions de méthane associées à la chaîne de valeur du gaz.

Mai 2025 : En Espagne, TotalEnergies inaugure son plus grand champ solaire d'Europe

À la suite des **autorisations environnementales** délivrées en **mai 2023** par les autorités espagnoles (voir AVASCOPE 83, p. 12), **TotalEnergies** a réalisé et **inaugure** ce **22 mai 2025** son **plus grand champ de centrales solaires en Europe**, près de **Séville** en **Espagne.** Il est composé de **5 projets** d'une capacité installée totale de **263 MW**. Ce champ de centrales solaires produira **515 GWh** par an d'électricité renouvelable, soit l'équivalent de la consommation de plus de **150 000 foyers espagnols**. Ils **éviteront** l'émission de **245 000 tonnes de CO_2 par an**. La majorité de l'électricité produite sera vendue par le biais de contrats d'achat d'électricité à long terme (PPAs) et le restant sera vendu sur le marché de gros.

Déclaré d'intérêt stratégique par la *Junta de Andalucía*, l'installation des 400 000 panneaux solaires bifaciaux avec trackers a apporté un soutien significatif à l'économie locale, impliquant 14 entreprises dont plus de la moitié sont sévillanes et générant 800 emplois directs et indirects.

« *Nous remercions vivement les autorités espagnoles au niveau régional et national pour leur soutien à ce projet solaire qui contribue à l'ambition de l'Espagne d'atteindre 80 % d'énergies renouvelables dans son mix d'ici 2030* » a déclaré **Olivier Jouny**, directeur Renouvelables chez TotalEnergies. « *Avec nos 1 700 employés en Espagne, nous construisons un portefeuille compétitif d'activités intégrées dans l'électricité qui combine les énergies renouvelables et les centrales électriques à gaz flexibles pour fournir une énergie bas carbone disponible 24h/24 à nos clients. Nous sommes fiers d'être le 4ème fournisseur d'électricité, de gaz et de services associés en Espagne, où nous avons plus de 2 millions de clients particuliers et professionnels* »

Mai 2025 : Au Brésil, démarrage de la production de Mero-4

TotalEnergies annonce le **démarrage** de la **production** de la **quatrième phase** de développement du champ de **Mero**, situé sur le bloc de Libra, à 180 kilomètres au large de Rio de Janeiro, au Brésil, dans le bassin pré-salifère de Santos.

Lancée en août 2021 (voir AVASCOPE n°84, p. 8), cette nouvelle phase de développement dite « **Mero-4** » comporte **12 puits** raccordés à une nouvelle unité flottante de production, de stockage et de déchargement (**FPSO**), l'**Alexandre de Gusmão**, d'une capacité de production de **180 000 b/j**. Ce projet a été conçu pour minimiser les émissions de gaz à effet de serre, avec réinjection du gaz associé dans le réservoir et absence de torchage de routine.

Avec ce démarrage, la **capacité totale de production** du **champ de Mero** atteint désormais **770 000 b/j**, à travers cinq FPSO.

À pleine capacité, la **quote-part** de **TotalEnergies** de la production de Mero sera autour de **100 000 b/j.**

« *Le démarrage de Mero-4 marque la fin du développement de ce vaste champ – avec la mise en service de quatre FPSO en trois ans – et l'entrée dans une phase de production de long terme se traduisant par une génération robuste de free cash-flow. C'est une grande réussite pour le consortium Libra et une étape majeure pour TotalEnergies au Brésil, un pays clé de croissance pour la Compagnie* » a déclaré **Nicolas Terraz**, directeur général Exploration-Production de TotalEnergies.
« *Grâce à ses vastes ressources et sa productivité élevée, le champ de Mero permet une production de pétrole à bas coût et faibles émissions, en ligne avec la stratégie de la Compagnie, et contribue de façon significative à atteindre l'objectif d'une croissance de la production d'hydrocarbures de 3 % par an entre 2024 et 2030* »

Mero est un champ unitisé, **opéré** par **Petrobras** (38,6 %) en partenariat avec **TotalEnergies** (**19,3 %**), Shell Brasil (19,3 %), CNPC (9,65 %), CNOOC (9,65 %) et Pré-Sal Petróleo S.A. (PPSA, 3,5 %), représentant le gouvernement dans la zone non contractuelle.

TotalEnergies est présente **au Brésil** depuis **près de 50 ans** et y emploie actuellement près de **4 000 personnes** dans **6 grands segments d'activité** : Exploration-Production, gaz, électricité renouvelable (solaire et éolien), lubrifiants, chimie et distribution.

Le portefeuille de l'**EP** compte **11 licences**, dont quatre opérées. En **2024**, la **production** moyenne de la **Compagnie** dans le pays s'élevait à **153 000 bep/j**, contre 35 000 bep/j en 2020.

TotalEnergies investit dans la croissance du secteur des **énergies renouvelables** au Brésil. En **octobre 2022** (voir AVASCOPE n° 87, p. 18), la Compagnie a conclu un partenariat avec **Casa dos Ventos**, leader brésilien des énergies renouvelables, afin de développer conjointement un portefeuille de **12 GW** d'énergies renouvelables.

La Compagnie est enfin présente sur le marché brésilien de la **distribution de carburants**, avec un réseau de quelque **240 stations-service**, ainsi que plusieurs installations de stockage de produits pétroliers et d'éthanol.

Mai 2025 : Au Nigeria, TotalEnergies cède sa participation non opérée dans le champ de Bonga

TotalEnergies annonce que sa filiale **TotalEnergies EP Nigeria** (TEPNG) a signé un **accord** avec la société **SNEPCo** (***Shell Nigeria*** *Exploration and Production Company Ltd*) portant sur la **vente** de sa **participation non opérée** de **12,5 %** dans le contrat de partage de production (**PSC** *: Production Sharing Contract*) de l'**OML118** pour un montant de **510 M$**.

Le **PSC** d'**OML 118** est **opéré** par **SNEPCo** (55 %), aux côtés d'Esso Exploration and Production Nigeria (20 %), de TotalEnergies EP Nigeria (12,5 %) et de Nigerian Agip Exploration (12,5 %).

Situé en eaux profondes à 120 km au sud du delta du Niger au Nigéria, il contient le champ de **Bonga**, entré en production en 2005 ainsi que le champ de **Bonga North** dont le développement a été lancé en 2024. La **production**, principalement de pétrole, représente environ **11 000 bep/j** en **quote-part Compagnie** en **2024**.

« *TotalEnergies continue activement de renforcer la qualité de son portefeuille Amont, pour se concentrer sur des actifs à coûts techniques bas et à faibles émissions, et baisser le point mort cash* » a déclaré **Nicolas Terraz**, directeur général Exploration-Production de TotalEnergies.. « *Au Nigéria, la Compagnie se concentre sur ses actifs opérés, pétroliers offshore et gaziers, et poursuit actuellement le développement du projet Ubeta destiné à maintenir dans le temps l'approvisionnement en gaz de Nigeria LNG.* »

Rappelons que **TotalEnergies** est présente **au Nigéria** depuis **plus de 60 ans** et y emploie actuellement plus de **1 800 personnes** dans ses différentes branches d'activité.

Avec **209 000 bep produits par jour** en **2024**, le **Nigéria** est l'**un** des **principaux pays contributeurs** aux **productions d'hydrocarbures de la Compagnie**.

TotalEnergies opère également un large **réseau de distribution** qui compte quelque **540 stations-service** sur le territoire.

Mai 2025 : En Indonésie, TotalEnergies et RGE s'associent dans un projet solaire géant avec batteries destiné à alimenter Singapour

TotalEnergies et **RGE**, un groupe actif dans les secteurs des bioressources et de l'énergie, ont annoncé que l'**Autorité du marché de l'énergie de Singapour** avait accordé le **30 mai 2025**, une **licence** conditionnelle à **Singa Renewables**, la **coentreprise** qu'ils détiennent **à parts égales**, pour l'**importation** de **1 GW** d'**électricité renouvelable** en provenance **d'Indonésie**. Les partenaires ont également signé ce même jour un **accord** avec SGEI (**Singapore Energy Interconnections**) pour développer conjointement un inter connecteur sous-marin permettant l'importation d'électricité de l'Indonésie vers Singapour.

Auparavant, le **28 mai 2025**, les partenaires avaient signé en **Indonésie** un **accord de co-investissement** pour développer, construire et exploiter une **installation hybride** composée d'une **centrale solaire**, d'un système de **stockage par batteries** et d'un **câble sous-marin** dans la Province de Riau.

Le **projet fournira** de l'**électricité renouvelable** et **stable** à des **clients électro-intensifs** à **Singapour**, ainsi qu'**aux complexes industriels** situés près du site solaire dans la **province de Riau**, en **Indonésie**.

Tout au long du développement du projet, les partenaires s'appuieront sur l'expertise mondiale de TotalEnergies dans les grands projets énergétiques, tout en tirant parti de l'implantation de RGE en Indonésie et à Singapour.

« *Ce projet contribuera à l'objectif de Singapour d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, tout en soutenant le développement économique de la Province de Riau, en Indonésie. Cette initiative illustre également l'engagement de TotalEnergies en faveur de la transition énergétique et de la sécurité d'approvisionnement de l'ASEAN.* » a déclaré **Helle Kristoffersen**, Présidente Asie et membre du Comité exécutif de TotalEnergies.

Juin 2025 : Au Royaume-Uni, TotalEnergies acquiert un portefeuille de projets solaires et de batteries

TotalEnergies annonce l'**acquisition** auprès de **Low Carbon**, une entreprise leader dans les énergies renouvelables, d'un **portefeuille** de **8 projets solaires** d'une capacité de **350 MW** et de **2 projets** de **stockage par batteries** d'une capacité de **85 MW**.

Étant donné que les projets solaires sont à un stade de développement avancé, l'objectif est qu'ils puissent être **opérationnels** d'ici **2028**. Ils produiront plus de **350 GWh/an** d'**électricité renouvelable**, soit l'équivalent de la consommation électrique d'environ **100 000 foyers britanniques**.

Rappelons que **TotalEnergies** est présente **au Royaume-Uni** depuis **plus de 60 ans** et y emploie plus de **1 800 personnes** dans toute la chaîne de valeur de l'énergie.

L'entreprise est l'**un** des **principaux opérateurs pétroliers et gaziers** du pays, exploitant environ **27 %** de la **production de gaz du plateau continental** britannique, avec une production quotidienne moyenne de **121 000 bep/j** en **2024**.

Juin 2025 : Au Japon, Gurīn Energy choisit Saft pour son premier projet de stockage d'énergie par batterie

Gurīn Energy, développeur d'énergies renouvelables actif en Asie du Nord et en Asie du Sud-Est, a sélectionné **Saft**, filiale de **TotalEnergies**, pour fournir un **système** de **stockage d'énergie par batterie** (**BESS**) destiné à son **grand projet** de **stockage d'énergie** en cours de développement à **Fukushima**, au **Japon**.

Saft fournira un **système** de **batteries lithium-ion** (Li-ion) entièrement intégré, d'une capacité totale de plus de **1 GWh**. Il sera accompagné de systèmes de conversion et de gestion de l'énergie développés par ses partenaires, ainsi que de sa plateforme de supervision cloud et de management des données I-Sight, dotée de fonctionnalités basées sur l'intelligence artificielle. Le **BESS** sera également **installé**, **mis en service** et **entretenu** par **Saft**.

Le **BESS** sera déployé dans le cadre du **projet** de stockage d'énergie autonome de **Gurīn Energy** qui sera construit à **Soma**, dans la préfecture de **Fukushima**. Le projet pourra fournir plus de **240 MW** d'électricité pendant **quatre heures**. La **construction** devrait commencer en **2026**.

Basé à Singapour, **Gurīn Energy** dispose actuellement de **7 GW** de **projets solaires**, **éoliens** et de **stockage** à différents stades de développement en **Indonésie**, à **Singapour**, en **Malaisie**, en **Thaïlande**, aux **Philippines**, en **Corée du Sud** et au **Japon**.

Les **systèmes de stockage d'énergie à grande échelle** stockent et restituent l'électricité lorsque le besoin s'en fait sentir, permettant ainsi aux opérateurs de réseau d'équilibrer la demande et la production d'énergie plus rapidement et plus proprement qu'avec les méthodes traditionnelles.

L'**augmentation de la capacité de stockage** d'énergie permettra au **Japon** de garantir un **approvisionnement stable** et durable en **énergie** et d'éviter de réduire la part des énergies renouvelables. Cela aidera le Japon à **atteindre** ses **objectifs** nationaux en matière d'**énergies renouvelables**, qui sont de passer de 27 % actuellement à 40-50 % du mix énergétique d'ici 2040, ainsi que son objectif de **neutralité carbone** d'ici 2050.

Vincent Le Quintrec, directeur des ventes et du marketing pour les systèmes de stockage d'énergie chez Saft, a déclaré :

« *L'Asie est une région essentielle pour la croissance durable et à long terme de l'activité ESS de Saft. Nous sommes très fiers que Gurīn Energy nous ait choisi pour ce projet au Japon, qui est crucial pour l'avenir énergétique du pays. La longue expérience de Saft dans le domaine des systèmes de stockage d'énergie à batteries lithium-ion, associée à l'ambition de Gurīn en matière de développement de projets renouvelables, jouera un rôle important dans la transition énergétique de l'archipel.* »

Juin 2025 : TotalEnergies annonce une collaboration avec Mistral AI pour renforcer l'utilisation de l'intelligence artificielle au service de sa stratégie multi-énergies

TotalEnergies et la société française **Mistral AI** annoncent une **collaboration** visant à accélérer l'**innovation** en **intelligence artificielle** (IA) pour accompagner la **stratégie multi-énergies** de la Compagnie, notamment dans le domaine des **énergies bas carbone**.

Mistral AI est une startup pionnière en intelligence artificielle générative. Cette société française et indépendante est aussi présente aux États-Unis, au Royaume-Uni et à Singapour.

Ce **partenariat** prévoit la **création** d'un **laboratoire d'innovation commun** entre les équipes des deux compagnies. Ainsi, **Mistral AI** mettra à disposition ses technologies d'IA et **TotalEnergies** apportera son expertise et son savoir-faire dans la production d'énergies, notamment renouvelable et bas carbone, afin de tester et concevoir des solutions digitales avancées.

Des **premiers cas d'usage** permettront à la Compagnie de :

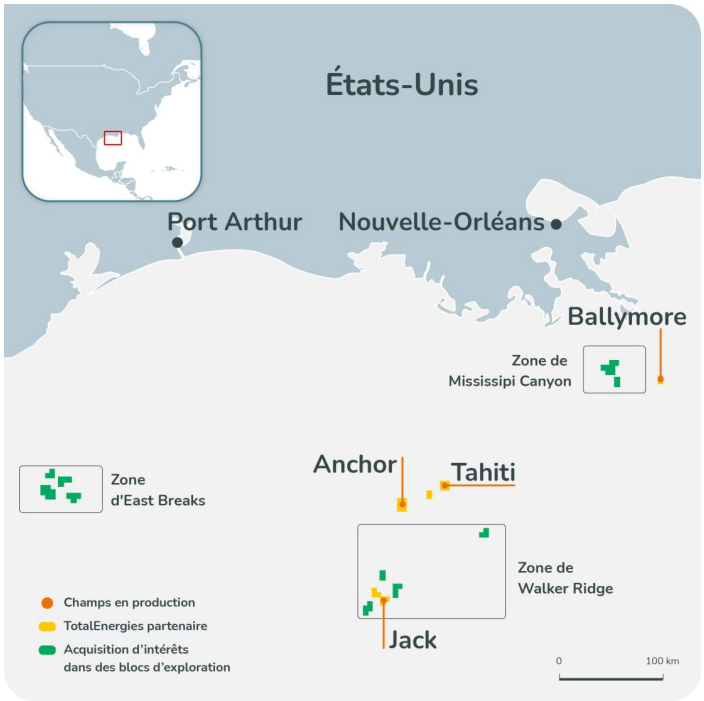
- **concevoir** un **assistant** pour ses **1000 chercheurs** afin de les accompagner dans leur mission de développement des nouvelles énergies et de baisse de l'empreinte environnementale de la Compagnie ;
- **développer** des **solutions d'aide à la décision** pour améliorer la performance de ses actifs industriels et réduire ses émissions de CO_2,
- **mettre en place** des **solutions d'assistance destinées à améliorer l'expérience de ses clients** et à les accompagner dans la réduction de leur consommation énergétique.

Ce laboratoire permettra également d'expérimenter des solutions digitales sur d'autres cas d'usage, en particulier pour la production d'énergie renouvelable.

Par ailleurs, face aux enjeux européens de souveraineté numérique, les partenaires étudieront, ensemble, les opportunités d'intégration d'infrastructure IA pour TotalEnergies.

« *Nous nous réjouissons de collaborer avec Mistral AI, un acteur français de premier plan dans le domaine de l'intelligence artificielle. Ce partenariat témoigne de notre volonté de contribuer au développement d'un écosystème technologique européen et nous permettra d'explorer de nouvelles opportunités pour intégrer davantage l'IA au cœur de nos activités. L'IA a un immense potentiel pour transformer les systèmes énergétiques et cette collaboration reflète à la fois notre esprit pionnier et notre quête permanente d'innovation.* » a déclaré **Patrick Pouyanné**

Juin 2025 : Aux Etats-Unis, TotalEnergies entre dans un portefeuille de permis d'exploration opérés par Chevron, renforçant le partenariat entre les deux Compagnies dans l'offshore



TotalEnergies annonce l'**acquisition** auprès de **Chevron** (opérateur) d'une **participation** de **25 %** dans un **portefeuille** de **permis d'exploration** au large des **États-Unis**.

Ces **40 concessions** fédérales du plateau continental extérieur (OCS), couvrant une surface d'environ **1 000 km²** et situées entre **175 et 330 km des côtes**, comprennent **13 blocs** de la zone de **Walker Ridge**, **9** du **Mississippi Canyon** et **18** de l'**East Breaks**.

Cette transaction donne accès à de multiples opportunités et prospects d'exploration offshore, renforçant ainsi la **coopération avec Chevron** au large des États-Unis, **déjà couronnée de succès** avec les mises en production d'**Anchor** en 2024 (**37,14 % TotalEnergies**) (voir AVASCOPE n° 93, p. 7) et de **Ballymore** en 2025 (**40 %**) (voir ci-avant, p. 7), qui viennent s'ajouter aux actifs en production de **Jack** (25 %) et **Tahiti** (17 %).

« *Cette transaction est en ligne avec notre stratégie constante qui vise à enrichir notre portefeuille d'exploration avec des projets à bas coût et faibles émissions. Elle permettra à la Compagnie d'étendre considérablement sa présence dans l'exploration offshore aux États-Unis, avec une grande variété d'opportunités et de prospectivité* » a déclaré **Kevin McLachlan**, directeur Exploration de TotalEnergies**.**

Juin 2025 : En Malaisie, TotalEnergies élargit son portefeuille et renforce son partenariat stratégique avec PETRONAS

À l'occasion du forum Energy Asia 2025 à Kuala Lumpur, **TotalEnergies** annonce l'**acquisition** auprès de **PETRONAS** de **participations** dans de **multiples blocs** situés au **large de la Malaisie** et **un bloc** situé **au large de l'Indonésie**, où seront menés des programmes d'exploration, d'appréciation et de développement. Ces **permis**, à divers stades de maturité, s'étendent sur plus de **100 000 km²**.

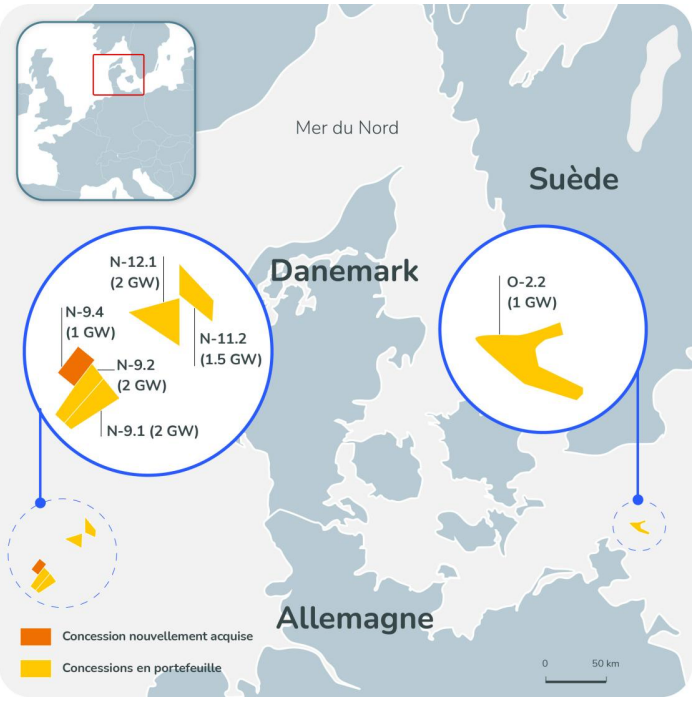
TotalEnergies détiendra en particulier, aux côtés de PETRONAS via sa filiale à 100 % Petronas Carigali Sdn Bhd, une **participation opérée** de **50 %** dans les **blocs SK301b** et **SK313** où des découvertes significatives (plus de 4 tcf) de gaz ont été réalisées et dont le développement permettra de soutenir l'alimentation en gaz de Malaysia LNG à partir de 2030. TotalEnergies détiendra également, aux côtés de PETRONAS, des intérêts dans **plusieurs blocs** d'**exploration** au large de la Malaisie.

Après l'acquisition de **SapuraOMV** en **décembre 2024**, (voir AVASCOPE n° 94, p. 8) cette transaction accroît la position de TotalEnergies en Asie du Sud-Est, avec la Malaisie pour point d'ancrage, en partenariat avec PETRONAS.

TotalEnergies et **PETRONAS** ont par ailleurs signé un **accord** de **coopération stratégique** afin d'approfondir ce partenariat dans les activités d'**exploration** et de **production** à travers le **monde**.

TotalEnergies a signé un **accord** portant sur l'**acquisition** auprès de **PETRONAS** d'une participation de **24,5 %** dans le **bloc Bobara**, situé au large de l'**Indonésie**, afin d'y procéder à un programme d'**exploration** visant des prospects pétroliers. Au terme de cette transaction, TotalEnergies détiendra une participation de 24,5 % dans le contrat de partage de production, PETRONAS conservant la part restante ainsi que son statut d'opérateur.

Juin 2025 : En Allemagne, TotalEnergies attributaire d'une concession d'éolien offshore en mer du Nord



TotalEnergies, en tant qu'**actionnaire** de **North Sea OFW One** GmbH, a été désignée **attributaire** de la **concession maritime N-9.4** par l'Agence fédérale des réseaux. Située en **mer du Nord**, à environ 150 kilomètres au nord-ouest de l'île allemande Heligoland, la concession N-9.4 s'étend sur une superficie d'environ **141 km2** et permettra de développer une capacité de **1 GW** d'**éolien offshore**. La concession est conclue pour une **durée** de **25 ans** pouvant être étendue à **35 ans**.

Cette concession **N-9.4** est située **à proximité** immédiate des sites **N-9.1** et **N-9.2** détenus conjointement par **RWE** et **TotalEnergies** (voir AVASCOPE n° 93, p. 14).

TotalEnergies ayant l'intention de donner la priorité au **développement de ce cluster** et tirer ainsi parti des synergies pour optimiser les coûts de construction et d'exploitation pour le bénéfice de ses clients.

Dans le cadre de cette attribution, **Offshore Wind One GmbH** versera à l'État fédéral allemand **18 M€** en **2026** qui seront alloués à la conservation du milieu marin et à la promotion d'une pêche respectueuse de l'environnement.

Par ailleurs, une **redevance** annuelle de **8,1 M€** sera versée, pendant **20 ans**, au gestionnaire du réseau de transport d'électricité chargé du raccordement du projet, à partir de la mise en service du site.

Juin 2025 : En France, TotalEnergies signe un accord avec Quatra et sécurise l'approvisionnement de ses bioraffineries en matières premières

TotalEnergies et **Quatra**, **leader** sur le marché **européen** dans la **collecte** et le **recyclage** d'**huiles de cuisson usagées**, ont conclu un **accord**, sur une durée de **15 ans** à partir de 2026, pour la fourniture de **60 000 t/an** d'**huiles usagées** d'**origine européenne** à destination des **bioraffineries** de **TotalEnergies**.

Cet accord contribue à la sécurisation de l'approvisionnement en matières premières éligibles à la production de biodiésel et de carburants aériens durables (SAF).

Dans le cadre de cet accord, **Quatra collecte** les **huiles de cuisson usagées** directement chez les restaurateurs, les chaînes de restauration ou les industriels en France et en Europe. Elles sont ensuite acheminées et **filtrées** sur les **sites Quatra** avant d'être **expédiées** vers les **bioraffineries TotalEnergies** pour la **production** de **biocarburants** routiers et de **SAF**.

TotalEnergies a **converti** ses **raffineries** de **La Mède** et de **Grandpuits en bioraffineries** :

- **La Mède** (Bouches-du-Rhône) : démarrée en 2019, la bioraffinerie de La Mède a une capacité de production de **500 000 t/an** de biocarburants. Grâce à sa bioraffinerie de La Mède, TotalEnergies est le seul producteur de biodiésel HVO en France. Le site produira par ailleurs des carburants aériens durables cette année pour approvisionner les aéroports de la région Sud.
- **Grandpuits** (Seine-et-Marne) : dans le cadre de sa conversion en plateforme zéro pétrole, le site comprend notamment une bioraffinerie d'une capacité de production de **230 000 t/an** de **carburant aérien durable**. Son démarrage est prévu en **2026**. TotalEnergies est associé à **SARIA**, leader européen de la collecte et la valorisation de matières organiques en produits durables, qui fournira la majorité de l'approvisionnement du site en matières premières (voir AVASCOPE n° 87, p. 14).

Juin 2025 : En Algérie, TotalEnergies se voit attribuer un nouveau permis d'exploration

TotalEnergies, conjointement avec **QatarEnergy**, est **attributaire** du **permis** d'**exploration** de **Ahara**, à l'issue de l'**appel d'offres** *Algeria Bid Round 2024* lancé par l'Agence Nationale pour la Valorisation des Ressources en Hydrocarbures, l'ALNAFT, le premier sous l'égide de la loi sur les hydrocarbures n° 19-13.

Ahara est un vaste **permis** d'une superficie d'environ **14 900 km2**, situé à la **jonction** des **bassins prolifiques** de **Berkine** et d'**Illizi**.

TotalEnergies assurera le rôle d'**opérateur** pendant les phases d'**Exploration** et d'**Appréciation** de ce permis avec une participation effective de **24,5 %**, au même niveau que son partenaire **QatarEnergy** (**24,5%**), la compagnie nationale **SONATRACH** retenant une participation majoritaire de **51 %** comme le prévoit la loi algérienne.

Juin 2025 : TotalEnergies et Avril étudient le développement d'une filière française de cultures intermédiaires pour la production de carburants aériens durables

TotalEnergies et **Avril**, **leader** industriel et financier de **la filière française** des **huiles** et **protéines végétales**, ont conclu un **accord** pour **étudier** ensemble le **développement** d'une **filière française** de **cultures intermédiaires** destinées à la **production** de **carburants aériens durables** (**SAF**), et ainsi contribuer à réduire les émissions de CO_2 du transport aérien. Cet accord s'inscrit dans le contexte d'une dynamique ambitieuse portée par l'**Union européenne**, qui impose dès **2025** l'incorporation de **2 %** de **carburants durables** dans l'**aviation**, avec un objectif de **70 %** à l'horizon **2050**.

Les **cultures intermédiaires** sont des cultures **semées entre deux cultures** dites **principales**, sur une même parcelle. De ce fait, elles ne requièrent pas de terres supplémentaires et **n'entrent pas en compétition** avec l'**alimentation humaine** et **animale**, tout en étant sources de revenus complémentaires pour les agriculteurs.
Elles sont **éligibles** par la règlementation européenne pour la **production de SAF**.

Ces cultures permettent en outre la **coproduction** de **protéines végétales**, contribuant ainsi à la souveraineté protéinique de la France et de l'Europe dans l'**alimentation animale**. Elles présentent par ailleurs de nombreux **avantages agronomiques** : notamment, elles limitent l'érosion des sols, en améliorent la structure, réduisent les pertes hydriques et participent à la préservation de la biodiversité.

Dans le cadre de cet accord, **TotalEnergies** et **Avril évalueront** donc l'ensemble de la **chaîne de valeur**, depuis la sélection des variétés végétales jusqu'à la production de biocarburants, avec pour **objectif** la **structuration** d'une **filière française** pérenne.

Avril fournira les **huiles végétales** issues des cultures intermédiaires à **TotalEnergies** qui les **transformera** en **carburant aérien durable** dans ses bioraffineries françaises et par coprocessing dans ses raffineries françaises et européennes.

« *Cet accord avec Avril représente une étape majeure dans le développement d'une filière française de production d'huile végétale permettant la production de carburant aérien durable. Ce projet constitue à la fois une opportunité de création de valeur pour le monde agricole et de sécurisation de la matière première nécessaire à la production de carburants aériens durables pour les industriels. Les SAF, contribuent à la transition énergétique de nos clients du secteur aérien et leur développement est au cœur de la stratégie de transition de notre Compagnie.* » a déclaré **Valérie Goff**, Senior Vice President Renewable Fuels & Chemicals de TotalEnergies.

Juin 2025 : Au Suriname, TotalEnergies acquiert une participation de 25 % dans le Bloc 53

TotalEnergies a signé un **accord** pour acquérir la **participation** de **25 %** détenue par Moeve (anciennement CEPSA) dans le **Bloc 53**, au large des côtes du **Suriname**, rejoignant ainsi sur ce permis.**APA** (45 %, opérateur) et **Petronas** (30 %).

Le **Bloc 53** est situé immédiatement à l'est du **Bloc 58**, sur lequel **TotalEnergies opérateur** (50 % puis **40 %**, après l'exercice par **Staatsolie**, la compagnie nationale du Suriname de son droit d'entrée à hauteur de **20 %***)* et ses partenaires ont annoncé la Décisison Finale d'Investissement (FID) du développement de GranMorgu en octobre 2024 (voir AVASCOPE n° 93, p. 12/13).

Le **bloc 53** contient la **découverte Baja-1**, forée à proximité de la frontière du Bloc 58.

« *Cette acquisition apporte des ressources supplémentaires au développement à faible coût et faibles émissions, de notre projet GranMorgu* » a déclaré **Javier Rielo**, directeur Amériques de l'Exploration-Production de TotalEnergies.
« *Elle montre également comment TotalEnergies compte tirer parti des infrastructures existantes de GranMorgu pour permettre le développement de ressources additionnelles de manière rentable et prolonger le plateau de production, permettant ainsi de renforcer la Compagnie dans l'offshore au Suriname* »

ASSEMBLEE GENERALE DE TOTALENERGIES DU VENDREDI 23 MAI 2025

PAR JEAN-ALAIN TAUPY

Préalablement à la tenue de cette assemblée générale, le CA de l'AVAS a décidé cette année, devant le coût de l'opération et le peu de retours reçus, de ne pas acquérir auprès de Proxinvest ses recommandations de vote qui avaient été diffusées l'an passé auprès de nos membres qui avaient donné une adresse électronique valide.

Après l'**assemblée de 2024** tenue à la Tour Coupole, difficilement du fait d'une procédure d'accès très stricte, l'Assemblée générale **2025** de TotalEnergies SE s'est tenue toujours à la **Tour Coupole**, mais avec une procédure d'accès plus fluide permettant une tenue d'AG normale et sereine.
L'Assemblée générale a été retransmise en direct sur Internet comme d'habitude. A présent, il est possible d'en visionner l'enregistrement vidéo depuis la page du site Internet totalenergies.com : Assemblées génér9ales | TotalEnergies.com où il est également possible de retrouver le détail des votes et résolutions adoptées ainsi que celui des supports et discours de présentation ainsi que les questions écrites avec leurs réponses.

A noter que la date de la <u>prochaine AG pour l'exercice 2025</u> est connue : le vendredi <u>29 mai 2026</u>.

Les **questions écrites** et leurs **réponses** n'ont pas été, comme de coutume maintenant, lues en AG avec leurs réponses et leur publication définitive est apparue sur le site officiel quelques jours après l'AG en deux parties.

Cette année, il est vrai, **97 questions écrites** ont été posées (141 en 2024, 158 en 2023, 98 en 2022 et 86 en 2021) adressées par les **6 actionnaires suivants** (8 en 2024, 12 en 2023, 9 en 2022 et 8 en 2021) :
1° FIR (Forum de l'investissement responsable) : 1 action - 17 questions (35 en 2024 et 32 en 2023).
2° **Bernard Butori**, président de l'association **AVAS TotalEnergies** : 912 actions - 7 questions (10 en 2024, 8 en 2023 et 6 en 2022).
3° Pascal Fromager : 492 actions - 1 question.
4° Benoit Clergeat : 370 actions - 17 questions (29 en 2024 et 12 en 2023).
5° LBP AM (784 449 actions), conjointement avec les actionnaires suivants : - CNP Assurances (8 772 899 actions) - Folksam & csrts (905 756 actions) - Third Swedish National Pension Fund (AP3) (445 305 actions) - La Financière de l'Echiquier (175 470 actions) - ERAFP (136 998 actions) - Degroof Petercam AM (19 405 actions) - Common Spirit Health (392 actions) - Mercy Investment Services (96 actions) - Miller Howard Investments (certificat de détention d'actions sans nombre indiqué) - 19 questions. L'an dernier, LBPAM (ex La Banque Postale Asset Management) avait posé seule 13 questions.
6° Bruno Henri : 2 549 actions - 28 questions.
7° IPAC (Initiative Pour un Actionnariat Citoyen) : 4 actions - 1 question (1 en 2024, 3 en 2023).
8° Mercy Investment Services (96 ADRs), conjointement avec les actionnaires suivants : Miller Howard Investments et CommonSpirit Health (392 ADRs) – 7 questions.

Le lecteur remarquera la présence d'un regroupement de 6 gros investisseurs (2 seulement en 2024, 1 en 2023)

Les **questions écrites** posées par **Bernard Butori**, en tant que **président de l'AVAS TotalEnergies** et actionnaire, sont élaborées au sein du Bureau de l'AVAS puis débattues et approuvées en Conseil d'administration de l'AVAS qui mandate ensuite son président pour les poser.

Nous reproduisons **<u>ci-après les 7 questions écrites</u>** préparées par l'**AVAS** et les **<u>réponses obtenues</u>** :

<u>États-Unis</u>

Question n° 1 : Du fait des décisions prises par le Président Trump, depuis son entrée en fonction, les États-Unis ont rejoint la liste des pays présentant pour les entreprises des risques significatifs géopolitiques,

économiques, financiers et boursiers, susceptibles d'affecter notamment les investissements, les chaînes d'approvisionnement, les résultats ou les valorisations boursières.
La Compagnie est-elle en mesure d'apprécier ces nouveaux risques et de définir les mesures de protection à mettre en place ? Certaines décisions en ce sens ont-elles déjà été prises et des exemples peuvent-ils être cités ?

Réponse : *S'agissant des risques évoqués, il est renvoyé à la section Facteurs de risque du Document d'Enregistrement Universel 2024 (DEU 2024), en particulier à la page 133 s'agissant des enjeux climatiques et aux pages 137 à 139 s'agissant des risques liés à la géopolitique et à l'évolution du monde. Par ailleurs, dans le cadre de ses principes de gestion des risques, la Compagnie diversifie ses investissements dans des pays différents afin de gérer les risques pays. Également, la maitrise des coûts est centrale à l'ensemble des activités des différentes branches afin d'avoir les projets les plus compétitifs de leurs catégories respectives et donc les plus robustes aux fluctuations de prix. Cela signifie, sur le GNL développer des projets à faibles coûts de liquéfaction, et sur les renouvelables utiliser le passage à l'échelle avec en particulier les contrats pluriannuels de réservation de capacité pour réduire les coûts de projets. A propos des Etats-Unis, les investissements de la Compagnie dans le GNL sont en phase avec la politique de l'administration américaine, et les besoins des marchés mondiaux, notamment les besoins européens exprimés encore récemment par les autorités de l'UE. Les investissements dans le secteur de l'électricité se font sur les marchés clés tels que le Texas (ERCOT) et le Nord-Est (PJM) principalement, dans le cadre de la réglementation des États fédérés américains concernés, qui sont favorables au développement de la production électrique bas-carbone afin de répondre à une demande croissante et des objectifs de décarbonation des grandes entreprises technologiques. Dans le domaine de l'éolien offshore, il a été décidé de suspendre les projets au large des États de New-York et du New Jersey compte tenu de l'hostilité de l'administration actuelle à ce type de projets, qui supposent l'obtention d'autorisations au niveau fédéral.*

Transition énergétique

Question n° 2 : A peine réinvesti président le 20 janvier 2025, Donald Trump retire à nouveau les Etats-Unis de l'accord de Paris de 2015 sur le climat et confirme sa volonté de développer à tout va les énergies fossiles, contrariant ainsi les efforts mondiaux de la transition énergétique pour lutter contre le réchauffement climatique. Par décrets signés le 8 avril 2025, le président Trump relance même l'exploitation du charbon pour répondre, selon lui, aux besoins croissants en énergie électrique de l'intelligence artificielle.
Quel impact ces changements d'orientation étatsuniens peuvent-il avoir sur les activités de TotalEnergies aux Etats-Unis et, de manière plus générale, sur l'objectif de TotalEnergies de parvenir à la neutralité carbone à l'horizon 2050, ensemble avec la société ?

Réponse : *Concernant l'impact des orientations de la nouvelle administration américaine sur les activités de TotalEnergies aux Etats-Unis, se référer à la réponse apportée à la question n°1. S'agissant de l'ambition de TotalEnergies, la stratégie de transition de la Compagnie est détaillée dans son rapport Sustainability & Climate 2025. Cette stratégie s'inscrit dans le temps long et répond à une demande en croissance sur nos deux piliers, O&G et Integrated Power. TotalEnergies maintient le cap de sa stratégie intégrée multi-énergies équilibrée en produisant de manière responsable des hydrocarbures à bas coût et à faibles émissions et en développant un modèle rentable différencié Integrated Power qui deviendra un des moteurs de la génération de cash de la Compagnie.*

Géothermie profonde

Question n° 3 : Le 13 décembre 2024, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) publiait un rapport « *The Future of Geothermal Energy* » spécifiquement dédié à la géothermie profonde. Rédigé après l'organisation, à Paris en octobre 2024, d'un atelier qui a réuni près de 100 acteurs du secteur (politique, industrie, finance), ce rapport présente les atouts de cette énergie qui permet de produire électricité, chaleur et froid de façon continue mais dont le potentiel est encore sous exploité. Ce rapport précise : « *Grâce aux améliorations technologiques continues et à la réduction des coûts des projets, la géothermie pourrait répondre jusqu'à 15 % de la croissance de la demande mondiale d'électricité d'ici 2050. Cela signifierait le déploiement rentable d'une capacité d'énergie géothermique de 800 GW dans le monde, produisant près de 6 000 térawattheures par an,*

soit l'équivalent de la demande actuelle des Etats-Unis et de l'Inde réunis. » « L'industrie pétrolière et gazière peut jouer un rôle clé dans l'augmentation de la rentabilité de la géothermie. Jusqu'à 80 % de l'investissement requis dans un projet géothermique implique des capacités et des compétences courantes dans l'industrie pétrolière et gazière. L'industrie dispose de compétences, de données, de technologies et de chaînes d'approvisionnement transférables qui la placent au cœur des perspectives de la géothermie de nouvelle génération. La diversification dans l'énergie géothermique pourrait être très avantageuse pour l'industrie pétrolière et gazière, en offrant des possibilités de développer de nouveaux secteurs d'activité dans l'économie de l'énergie propre en croissance rapide, ainsi qu'une couverture contre les risques commerciaux découlant des baisses futures prévues de la demande de pétrole et de gaz. »
Compte tenu, comme l'indique le rapport de l'AIE, des perspectives que pourrait offrir la géothermie profonde et des atouts dont dispose l'industrie pétrolière et gazière pour la développer, TotalEnergies envisage-t-elle une diversification vers ce type d'énergie propre ?

Réponse : *Pour répondre à la demande croissante d'électricité, la Compagnie a fait le choix de construire un business Integrated Power de taille significative qui nécessite d'y allouer une part significative de ses investissements durant plusieurs années. Dans ce cadre, la Compagnie préfère ne pas se disperser et n'a pas à ce jour d'ambition dans le domaine de la géothermie profonde, domaine qui fait par ailleurs l'objet d'incertitudes quant à la rentabilité des investissements.*

Solaire

Question n° 4 : La société SunPower s'est déclarée en faillite en septembre 2024.
Quel est le bilan financier pour TotalEnergies de sa participation à la société Sunpower depuis 2011 ? Qu'est-ce que cette faillite va changer dans la stratégie de développement de la Compagnie dans l'énergie solaire ? En particulier concernant l'approvisionnement en panneaux à hauts rendements électriques ?

Réponse : *En 2011, TotalEnergies avait acquis 60 % de SunPower, fabricant de panneaux solaires de haute technologie, dans le cadre de ses premiers pas vers l'énergie solaire. Face à la concurrence de la technologie chinoise dans le domaine des panneaux solaires, SunPower a procédé au spin-off de son activité de fabrication de panneaux (spin-off de Maxeon en 2020) pour se concentrer sur le marché résidentiel solaire US. En 2022, TotalEnergies a cédé 50 % de sa participation à son partenaire GIP dans le cadre de sa prise de participation dans Clearway, développeur de fermes solaires et éoliennes à grande échelle qui correspond à la stratégie de TotalEnergies d'investir dans la production d'électricité. En août 2024, des conditions de marché défavorables (hausse des taux d'intérêt, changements législatifs en Californie) ont contraint SunPower à se placer en faillite au titre du Chapter 11 de l'US Code et à une liquidation de ses actifs. Ce processus a pris fin en novembre 2024, avec l'annulation du capital restant. De ce fait, TotalEnergies a constaté une dépréciation de la valeur de sa participation au troisième trimestre 2024, en complément de celle qui avait été annoncée au premier trimestre 2024. Depuis son entrée au capital de SunPower en 2011, TotalEnergies y avait investi 2,3G$, sous forme de capital, de dette ou d'actifs, recevant en retour 1,5G$ sous forme de produits de ventes d'actifs, de remboursement de dette, ou d'intérêts. La faillite de SunPower ne change pas la stratégie de TotalEnergies en tant que producteur d'électricité d'origine solaire ou éolienne ou de centrales à gaz. En particulier, aux États-Unis, TotalEnergies est ainsi l'un des cinq principaux acteurs de la production d'électricité renouvelable. Présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'électricité, le porte- feuille américain de la Compagnie représente 25 gigawatts (GW) de parcs solaires et éoliens, dont 7,5 GW gigawatts en construction ou exploitation, incluant des capacités de stockage de batteries. Pour compenser l'intermittence des énergies renouvelables, au-delà des batteries, la Compagnie s'est aussi dotée, au Texas, de 1,5 GW de centrales à cycle combiné au gaz (CCGT).*

Marché des batteries pour véhicules électriques dans l'UE

Question n° 5 : Après la faillite récente de Northvolt, le pionnier suédois des batteries, et les projets d'usines européennes de fabricants chinois (comme CATL en Hongrie), où en est le développement de la coentreprise ACC ? Est-ce que la montée en production de la giga-usine de Douvrin est conforme aux prévisions initiales ? Qu'en est-il des usines annoncées en Allemagne et Italie ?

Réponse : *ACC (Automotive Cells Company) est une co-entreprise entre Stellantis, Saft (25 %) et Mercedes-Benz, créée en 2020 pour concevoir et produire des batteries pour véhicules électriques. Avec un centre de R&D déjà opérationnel depuis 2020 et une usine pilote de pointe dans la région Nouvelle Aquitaine en France, ACC a inauguré en 2023 sa première Gigafactory dans les Hauts-de-France, avec une première ligne de production d'une capacité de plus de 13 GWh pour atteindre une capacité de 40 GWh en 2030. 4 ans après sa création, ACC a démarré son premier bloc (13 GWh) de la Gigafactory de Douvrin dans les Hauts de France avec des premières livraisons client réalisées fin 2024. Le second bloc est en cours d'installation avec un démarrage prévu en 2026. ACC se concentre sur l'amélioration de la qualité des produits de cette Gigafactory. En effet, obtenir le niveau de qualité attendu par les clients d'ACC nécessite la maitrise progressive de procédés techniquement complexes et comme cela était prévu à l'origine du projet, la courbe d'apprentissage pour atteindre une production de masse nécessite un apprentissage de la part des équipes d'ACC. Par ailleurs, suite au ralentissement des prévisions de demande pour véhicules électriques en Europe, les projets en Italie et en Allemagne ont été suspendus comme annoncés en mai 2024. Ceci permet à ACC de se concentrer sur la maitrise de ses opérations à Douvrin.*

Démocratie actionnariale

Question n° 6 : L'Assemblée générale annuelle de la société est un point fort de la démocratie actionnariale et permet en principe la rencontre entre les actionnaires de la société et son conseil d'administration. L'an dernier, pour la première fois, TotalEnergies a tenu son assemblée générale à l'auditorium de la Tour Coupole à La Défense. Cet auditorium ayant une capacité d'accueil limité, de nombreux actionnaires ont été orientés vers une deuxième salle aménagée au niveau du restaurant d'entreprise de la Tour, où ils ont pu suivre sur écrans la retransmission de la réunion tenue dans l'auditorium, retransmission identique à celle diffusée sur Internet. Ils ont eu cependant la possibilité d'intervenir lors de la séance de questions orales.
Question 6 a) : Lors de l'Assemblée générale de 2024, quel a été le nombre d'actionnaires présents à la Tour Coupole ? Combien d'entre eux ont eu accès à l'auditorium ? Combien ont été orientés vers la deuxième salle ?
Question 6 b) : En 2024 quels ont été les critères appliqués pour orienter les actionnaires, soit vers l'auditorium, soit vers la 2ème salle ?
Question 6 c) : Lors de la séance des questions orales, combien d'actionnaires présents à l'auditorium ont pu en poser et combien en 2ème salle ?
Question 6 d) : La société compte-t-elle poursuivre ce mode de tenue de l'assemblée générale ou envisage-t-elle de revenir au système d'une assemblée générale tenue en une même salle, comme c'était le cas précédemment ?

Réponse : *Le Conseil d'administration a fait le choix d'accueillir les actionnaires pour l'Assemblée générale 2024, au siège social de l'entreprise, dans la Tour Coupole, afin d'éviter des désagréments potentiels aux riverains de la salle Pleyel, comme cela avait été le cas lors des deux précédentes assemblées générales, et de permettre à ses actionnaires de participer à leur assemblée générale de manière sereine. 1.003 actionnaires étaient présents à l'Assemblée 2024. La capacité d'accueil de l'auditorium est de 340 places et celle de la salle attenante aménagée à cet effet de près de 800 places. Les actionnaires ont ainsi été installés dans ces deux espaces, la salle attenante étant équipée afin que les actionnaires puissent assister aux présentations, participer aux débats, poser leurs questions et voter. Quinze questions ont été posées par les actionnaires, dont 8 depuis la salle attenante. Le Conseil d'administration a décidé de reconduire en 2025 la tenue de l'Assemblée Générale à la Tour Coupole, tout en tirant les enseignements de la première édition pour améliorer notamment la fluidité de l'accueil des participants ainsi que la qualité de retransmission entre les deux salles.*

Diversité et inclusion en entreprise

Question n° 7 : Dignité et égalité des personnes sont un des indicateurs extra-financiers de base (« Core ») du Forum économique mondial (voir point 11.1 du DEU 2024 TotalEnergies). En ce domaine, outre l'égalité en matière de traitement salarial, TotalEnergies pratique une politique de Diversité et d'inclusion « *portée au plus haut niveau et promue par le Conseil de la diversité et de l'inclusion présidé par un membre du Comité exécutif et composé de 15 membres représentant l'ensemble des activités de la Compagnie* » (voir point 5.3.1.3.D du chapitre 5 du DEU : pages 390 à 394). TotalEnergies précise que sa politique Diversité, « *concerne tous ses*

salariés dans le monde, sous réserve des lois et réglementations locales. » Dès son accession à la présidence des Etats-Unis, Donald Trump a lancé une offensive contre les politiques de diversité, équité et inclusion, tant au sein de l'État fédéral qu'avec ses fournisseurs du secteur privé. Cette injonction a même été relayée hors USA par les ambassades américaines auprès des entreprises locales ; notamment par l'ambassade américaine en France (dont nous ignorons si elle achète son énergie et son carburant auprès de TotalEnergies et donc si vous avez été destinataire de ce courrier).
Dans ce contexte, la politique Diversité de TotalEnergies est-elle menacée ou remise en question – ou susceptible de l'être – et si oui, dans quels pays et sous quelle ampleur ?

Réponse : *La politique Diversité de TotalEnergies est décrite dans les Informations en matière de durabilité en application de la CSRD (Chapitre 5 du Document d'enregistrement universel au point 5.3.1.3.D, pp 390-394). La Compagnie entend poursuivre cette politique et veille également au respect du droit local pour ses filiales, étant précisé que la politique de la Compagnie est ancrée dans la réglementation française et européenne qui ne permet pas certains types de politiques de diversité fondées par exemple sur l'affirmative action comme cela était le cas aux Etats-Unis.*

Bilan de l'Assemblée générale des actionnaires de TotalEnergies – 23 mai 2025

L'assemblée générale mixte des actionnaires de TotalEnergies s'est donc tenue sous la présidence de Patrick Pouyanné avec, à ses côtés, Jean-Pierre Sbraire, directeur financier du Groupe et secrétaire de séance.

Selon le communiqué de presse officiel :

« *Les actionnaires ont adopté l'ensemble des résolutions agréées par le Conseil d'administration dont notamment :*

- *L'approbation des comptes de l'exercice 2024 et la distribution d'un dividende de 3,22 euros par action au titre de l'exercice,*
- *Le renouvellement pour une période de trois ans du mandat d'administrateur de Mme Lise Croteau,*
- *La nomination pour une période de trois ans de Mme Helen Lee Bouygues et M. Laurent Mignon en qualité d'administrateurs ainsi que de Mme Valérie Della Puppa-Tibi, en qualité d'administrateur représentant les salariés actionnaires,*
- *La fixation du montant de la rémunération annuelle globale des administrateurs et l'approbation de la politique de rémunération qui leur est applicable,*
- *L'approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2024 ou attribués au titre de cet exercice ainsi que la politique de rémunération applicable en 2025 au Président-directeur général,*
- *Diverses délégations de compétences et autorisations financières consenties au Conseil d'administration.*

En outre, l'Assemblée générale a pu débattre, dans le cadre d'un point formel de l'ordre du jour, du Rapport Sustainability & Climate 2025 rendant compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'ambition de la Société en matière de développement durable et de transition énergétique vers la neutralité carbone et de ses objectifs en la matière à horizon 2030. »

Il nous faut signaler qu'**une résolution a reçu moins de 90 % des votes favorables :**

La résolution n° 8 sur la nomination de M. Laurent Mignon, président de Wendel et de Bureau Veritas, comme administrateur, n'a reçu que 56,98 % de votes favorables, la raison invoquée par certains actionnaires étant le nombre de mandats de M. Mignon.

Enfin, **deux points ont été soulignés** par le Président :

La durée de vie des réserves prouvées est remontée à 12,4 années, soit le niveau d'ExxonMobil, contre 11,7 années en 2023.

La croissance sur cinq ans du dividende a été de 25 %, ce qui classe TotalEnergies, à la deuxième place derrière Chevron, parmi les majors.

AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX SALARIES POUR 2025

Comme expliqué dans le **courriel** (dont extrait ci-dessous), adressé le **15 avril** 2025, à ceux des adhérents AVAS dont nous connaissons l'adresse e-mail, le **précédent AVASCOPE** ne vous a pas informés des principales caractéristiques de l'augmentation de capital 2025, réservée aux salariés et anciens salariés (***ACRS 2025***) éligibles de la compagnie TotalEnergies.

Extrait du courriel du 15 avril 2025 :

« Certains d'entre vous l'ont remarqué et nous ont interrogé à ce sujet : dans l'AVASCOPE 94 daté de février 2025, il n'y avait pas l'article habituel sur l'Augmentation de Capital Réservée aux Salariés et anciens salariés (ACRS). Était-ce à dire qu'il n'y avait point d'ACRS en 2025 ?

Tout d'abord, veuillez nous excuser pour ce regrettable oubli, dû à un dysfonctionnement interne.
*Nous vous rassurons : **l'ACRS 2025 est bien prévue** et le prix de souscription sera annoncé le 30 avril ; avec une période de **souscription du 2 mai au 15 mai** et un prélèvement SEPA le 4 juin 2025.*
Les salariés souscripteurs bénéficieront d'un abondement de 10 actions gratuites pour les 10 premières actions souscrites ainsi que des facilités de paiement habituelles ; dispositions qui ne s'appliquent pas aux anciens salariés souscripteurs.
La souscription en ligne pourra se faire sur le site : capital.totalenergies.com

***Dernière HEURE** : Le site capital.totalenergies.com est à présent ouvert et un **message** a été **envoyé ce lundi 14 avril** aux salariés et anciens salariés éligibles à l'ACRS pour leur **communiquer** leur **identifiant de connexion**.*
*Attention : ce **message**, envoyé depuis l'adresse TotalEnergies Capital 2025 **arrive** en spam ou dans votre boîte **Courrier indésirable**. Pensez à y aller le récupérer ...* (NDLR : Gardez cela en mémoire pour l'ACRS 2026 ; au cas où ...)

La décote ne sera que de 20 % cette année ; mais si le contexte boursier actuel se poursuit, on pourrait bien avoir un prix de souscription légèrement supérieur aux 40 € ; alors que le prix de souscription était de 46,90 € l'an dernier (avec une décote de 30 %) et de 45,60 € en 2023 (décote de 20 %).
La décote de 20 % (avec un arrondi au décime d'euro supérieur) s'applique à la moyenne des cours de clôture de l'action sur les 20 séances précédant la décision d'ouverture des souscriptions (28 mars au 28 avril). Du fait de la forte baisse de l'action par rapport aux cours du début de cette période, il conviendra de vérifier le cours de bourse fin avril pour apprécier la décote effective par rapport à ce cours. »

Pour l'***ACRS 2025***, **le prix de souscription a été fixé** le 29 avril 2025 **à 42,50 euros** (**46,90 €** en 2024 ; **45,60 €** en 2023 ; **37 €** en 2022 ; **30,50 €** en 2021, **26,20** € en 2020 ; **40,10** € en 2019 ; **37,20** € en 2018 ; **38,10 €** en 2017 ; **37,50 €** en 2015 et **30,70 €** en 2013).

Ce prix correspond à la **moyenne des cours de clôture** de l'action Total sur Euronext Paris lors des **20 séances de bourse** (du 28 mars au 28 avril 2025) **précédant le jour de la fixation du prix de souscription**. **A cette moyenne** est appliquée une **décote de 20 %** arrondie au dixième d'euro supérieur.

Cette décote - qui, rappelons-le, compense le blocage pour 5 ans des actions souscrites - a permis d'avoir un **prix de souscription restant attractif** et inférieur à celui des ACRS 2024 et 2023, dans un contexte de consolidations des cours de l'action et des prix de l'énergie.

L'ACRS **2024** avait bénéficié d'une décote de **30 %** (qui semble donc désormais exceptionnelle), alors que le cours de l'action évoluait dans ses plus hauts historiques. Si la décote avait été maintenue à 20 %, le prix de souscription aurait été de 53,60 €, ce qui aurait assurément compromis le succès de l'ACRS 2024.

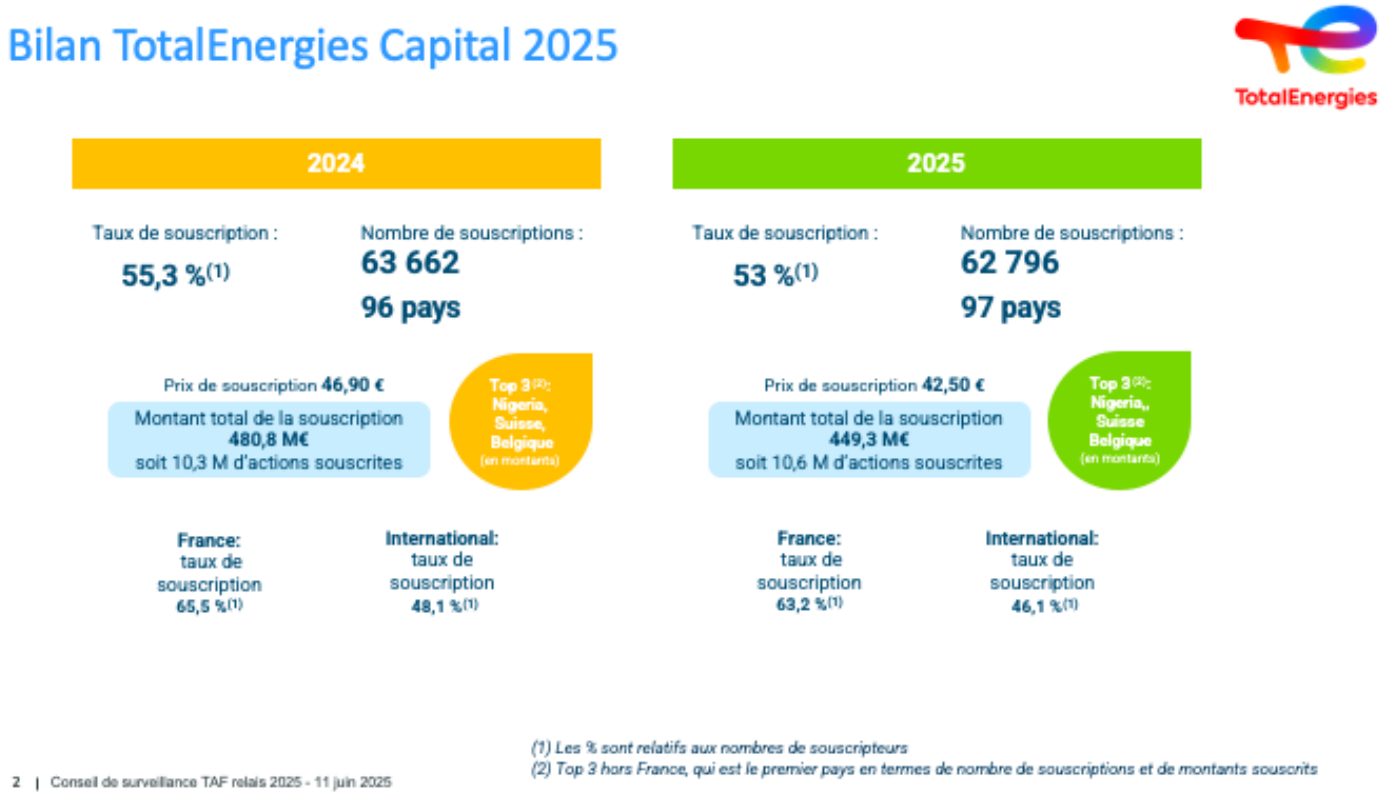
Avec une décote de **30 %** et un cours de souscription de **46,90 €**, l'**ACRS 2024** avait enregistré des **résultats** tout à fait **spectaculaires**, que ce soit en taux de participation ou pour les montants souscrits.

Avec une décote de **20 %** et un cours de souscription de **42,50 €**, l'**ACRS 2025** approche les records de l'ACRS 2024 et dépasse celui du **nombre d'actions souscrites** (**10,6 millions** en 2025 contre 10,3 en 2024).

La période de souscription courait du **2 mai au 15 mai 2025 inclus**, soit 2 jours de moins que l'an dernier.

Vous trouverez <u>ci-après le tableau synthétique édité par SESAS</u>, à l'issue de cette augmentation de capital et qui permet d'apprécier les évolutions par rapport à l'augmentation de capital 2024 ; avec notamment le maintien d'un taux élevé de participation et un nombre accru d'actions souscrites.

Concernant le détail de l'augmentation de capital 2024, le lecteur se reportera à l'AVASCOPE n° 92, pages 24 et 25.



Ce sont donc **<u>62 796</u> souscripteurs** *(63 662 en 2024 et 52 602 en 2023)* dans **<u>97</u> pays** *(96 en 2024 et 94 en 2023)*, représentant **<u>53 %</u>** *(55,3 % en 2024 ; 45,8 % en 2023 ; 42,3 % en 2022 et 40,2 % en 2021)* des salariés et anciens salariés éligibles du Groupe, qui ont souscrit à l'**ACRS 2025** pour un **montant de <u>449,3 M€</u>** *(480,8 M€ en 2024 et 353,8 M€ en 2023),* et un prix de souscription (42,50 €) en baisse de 9 % par rapport à celui de l'ACRS 2024.

Les **taux de participation** ont été de **63,2 %** en **France** et de **46,1 %** à l'**International** ; en baisse de l'ordre de 2 points par rapport aux taux de participation historiquement élevés de 2024.

Ce succès remarquable de l'ACRS 2024 démontre que, dans un contexte économique incertain et en dépit du désamour des investisseurs pour les valeurs qu'ils considèrent encore trop carbonées ou pas assez vertes, les salariés et anciens salariés restent confiants en leur société et en sa capacité à réussir sa transformation en une compagnie multi-énergies ainsi que la décarbonation de ses activités.

En conséquence, **<u>11 149 053</u> <u>actions nouvelles</u>** (10 572 084 au titre de la souscription et 576 229 attribuées au titre de l'abondement + 740 provenant des 31 368,02 € de plus-values issues du placement monétaire du fonds relais dans TAF Relais 2025) ont été émises le 10 juin 2025, avec jouissance immédiate et ont été entièrement assimilées aux actions TotalEnergies déjà admises aux négociations sur Euronext Paris.

A l'issue de cette émission, **la participation des salariés au capital de TotalEnergies**, au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce, est estimée à **8,8 %** (contre 8,13% un an plus tôt et 7,67 % en 2023) sur la base du capital de la Société **au 10 juin 2025**, soit en montant, le **premier actionnariat salarié** du **CAC 40** et aussi le **premier des entreprises européennes**, sur la base du montant de capital détenu par les employés, selon l'information donnée par la Fédération Européenne de l'Actionnariat Salarié (**FEAS**).

La performance spectaculaire de **TotalEnergies** en termes d'actionnariat salarié en 2024 a d'ailleurs été récompensée par l'attribution du **Grand Prix de la Fédération française de l'Actionnariat Salarié** en **décembre 2024** (voir AVASCOPE n° 94, p. 28 et 29). Cette année 2025, la performance reste remarquable. -

CHRONIQUE PAR JEAN-ALAIN TAUPY (EPISODE 17) :

LES ENTREPRISES PETROLIERES ET GAZIERES FACE A LA TRANSITION ENERGETIQUE

*Dans sa chronique ci-dessous, **Jean-Alain TAUPY**, administrateur et **Vice-président de l'AVAS**, poursuit son analyse de la situation des entreprises pétrolières et gazières, confrontées à la transition énergétique :*
(Le lecteur pourra retrouver les seize premiers épisodes de cette chronique, dans les précédents numéros d'AVASCOPE : n° 79, en pages 26 à 28, n° 80 en pages 25 et 26, n° 81 en pages 29 à 31, n°82 en pages24 à 25 n° 83 pages 28 à 30, n°84 pages 27 et 28, n°85 pages 23 à 26, n°86 pages 27 à 30, n°87 p. 22 à 25, n°88 p. 23 à 28, n°89 p. 26/27, n°90 p. 27 à 31, n°91 p. 23 à 27, n°92 p. 25 à 29, n° 93, p. 21 à 25 et n°94 pages 20 à 27).

Les annonces de BP, en difficulté, montrent clairement une sortie des énergies renouvelables via des coentreprises, des ventes d'actifs non stratégiques et un retour vers le pétrole et le gaz et une nouvelle évolution de la gouvernance.

Le 7 mars, **JERA** Co., Inc. et **BP** ont annoncé l'équipe de direction de leur **coentreprise** de parc éolien offshore prévue à 50-50, **JERA Nex BP**. La nouvelle entité sera un développeur, propriétaire et exploitant mondial majeur d'énergie éolienne offshore et sera dirigée par la PDG Nathalie Oosterlinck, actuellement PDG de JERA Nex. En plus d'Oosterlinck, l'équipe de direction reflète le solide vivier de talents des deux organisations :

- Erin Eisenberg, CFO ; actuellement VP Finance, énergie à faible carbone chez BP
- Richard Sandford, Directeur du développement ; actuellement SVP éolien offshore chez BP
- Zlati Christov, Directeur des investissements ; actuellement Directeur des investissements chez JERA Nex
- Eric Antoons, Directeur des opérations ; actuellement co-PDG de Parkwind
- Alfonso Montero Lopez, Directeur technique ; actuellement VP, ingénierie éolienne offshore chez BP

La formation de JERA Nex BP, annoncée pour la première fois en décembre, vise à accélérer le développement des projets combinés et à renforcer l'accès à un financement compétitif.

Le 21 mars, **BP** et **Apollo** (NYSE : APO) ont annoncé aujourd'hui avoir conclu des accords pour que les fonds gérés par Apollo achètent une participation non contrôlante de 25 % dans BP Pipelines (TANAP) Ltd – BP TANAP – la filiale de BP qui détient 12 % d'intérêt de BP dans TANAP, propriétaire et opérateur du gazoduc qui transporte le gaz naturel de l'Azerbaïdjan à travers la Turquie. Selon l'accord, les fonds Apollo achèteront la participation non contrôlante dans BP TANAP pour un montant d'environ 1,0 milliard de dollars. Les recettes provenant de cette transaction contribueront au programme de BP visant 20 milliards de dollars en désinvestissements et autres recettes. Bien que l'accord permette à BP de monétiser son intérêt dans TANAP, BP restera l'actionnaire contrôlant de BP TANAP et conservera un intérêt commercial et stratégique à long terme, y compris des droits de gouvernance, dans le pipeline - une partie vitale de la chaîne de valeur du gaz pour le champ gazier du Shah Deniz exploité par BP en Azerbaïdjan.

Le 26 mars, **BP** a reçu la ratification finale du gouvernement irakien pour son contrat d'investissement dans la réhabilitation de plusieurs champs pétroliers géants à **Kirkouk**, dans le nord de l'Irak. Le contrat entre North Oil Company (NOC), North Gas Company (NGC) et BP comprend la réhabilitation et le réaménagement des champs, englobant le pétrole, le gaz, l'énergie et l'eau avec un potentiel d'investissement dans l'exploration. L'accord final a été signé lors d'une réunion à Bagdad avec le Premier ministre irakien, M. Mohammed Shia' Al Sudani, M. Hayan Abdul Ghani, vice-PM pour les affaires énergétiques et ministre du Pétrole, et le directeur général de BP, Murray Auchincloss, ainsi que Nader Zaki, président régional de BP pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et Zaid Elyaseri, président de BP en Irak.« *BP a une longue histoire en Irak, et nous sommes impatients de nous appuyer sur cela alors que nous entamons notre prochaine phase de production dans le pays* » a déclaré Murray Auchincloss.

Le **27 mars**, **BP** a annoncé son intention de vendre son activité de mobilité et de commodité en **Autriche**. Le processus de commercialisation commencera immédiatement, dans le but d'achever la vente d'ici la fin de 2025, sous réserve des approbations réglementaires et de toutes les autorisations nécessaires. La vente potentielle comprend tous les sites de vente au détail de BP en Autriche, les actifs de recharge pour véhicules électriques, l'activité de flotte associée de BP en

Autriche et la part de BP dans l'entreprise exploitant le terminal de Linz NOJV.

Le 3 avril, **BP Trinidad et Tobago** (BPTT) confirme aujourd'hui que son développement **Cypre** a livré en toute sécurité son premier gaz. Cypre est l'un des 10 grands projets de BP devant démarrer dans le monde entre 2025 et 2027, annoncé dans le cadre de la stratégie de redressement de BP pour faire croître l'amont. La production de Cypre apportera une contribution significative aux 250 000 bep/j de production nette maximale prévue de ces 10 projets. Cypre est le troisième développement sous-marin de BPTT. Il comprendra sept puits reliés à la plateforme Juniper existante de BPTT. Au pic, il devrait livrer environ 45 000 bep/j (environ 250 millions de pieds cubes standard de gaz par jour). La première phase du développement - quatre puits - a été achevée à la fin de 2024. La deuxième phase devrait commencer dans la seconde moitié de cette année.

Le 4 avril, selon Reuters, « *le président de BP, Helge Lund, a l'intention de quitter ses fonctions, probablement au cours de l'année 2026* » et le recrutement de son successeur a déjà commencé, a déclaré vendredi la major pétrolière britannique, qui subit des pressions du fonds activiste américain Elliott Management pour des changements d'ampleur au sein du groupe.
Helge Lund avait soutenu la stratégie 2020 de l'ancien directeur général Bernard Looney, qui avait promis de réinventer le groupe centenaire en dévoilant un plan ambitieux pour l'emmener vers la neutralité carbone d'ici 2050.
Bernard Looney avait ensuite dû démissionner fin 2024 après plusieurs accusations de relations personnelles avec des collègues. Son successeur, Murray Auchincloss, a annoncé en février son intention de se concentrer à nouveau sur le pétrole et le gaz.
Elliott Management, dont la participation dans BP a atteint près de 5% selon des sources, souhaite encore plus de changements, dont un programme de cession d'actifs plus ambitieux.
"*Le moment est venu d'entamer le processus de recherche de mon successeur et d'assurer une transition ordonnée et transparente*" a déclaré dans un communiqué Helge Lund, qui sera candidat à sa réélection lors de la prochaine assemblée générale de BP le 17 avril.
Le candidat retenu rejoindra le conseil d'administration et travaillera avec Helge Lund avant de prendre ses fonctions, après quoi le président se retirera du conseil d'administration, très probablement en 2026, a précisé BP.

Le 14 avril, **BP** a annoncé une **découverte pétrolière** au prospect Far South dans le golfe des États-Unis. BP a foré le puits d'exploration dans le bloc Green Canyon 584, situé dans le Green Canyon occidental à environ 120 miles au large de la côte de la Louisiane, à 4 092 pieds de profondeur. Le puits a été foré jusqu'à une profondeur totale de 23 830 pieds. Les co-propriétaires de Far South sont BP (exploitant, 57,5 %) et Chevron U.S.A. Inc. (42,5 %). Le puits initial ainsi qu'une déviation ultérieure ont rencontré du pétrole dans des réservoirs miocènes de haute qualité. Les données préliminaires soutiennent un volume potentiel d'hydrocarbures commercial. Cette découverte dans le golfe profond des États-Unis souligne comment BP est en action pour intensifier ses investissements dans l'exploration et renforcer son portefeuille en amont dans le cadre de la remise à zéro de sa stratégie annoncée en février 2025.

Le 17 avril, BP a chargé en toute sécurité la première cargaison de GNL pour exportation de son **projet GTA** (*Greater Tortue Ahmeyim*) Phase 1 au large de la Mauritanie et du Sénégal. Cela fait suite à l'écoulement du premier gaz du projet, annoncé plus tôt cette année. Cette première cargaison de GNL à GTA est le troisième démarrage majeur de projet en amont de l'année pour BP. Ce sont les premières de 10 prévues d'ici la fin de 2027, conformément à la stratégie de BP de développer son activité pétrolière et gazière en amont.
Lors de l'AG, Helge Lund n'a été réélu qu'à 75.72 %

Le 24 avril, **BP** peut confirmer les résultats préliminaires du puits d'**exploration Capricornus** 1-X dans le bassin d'Orange en Namibie, comme l'a rapporté l'opérateur Rhino Resources. La Licence d'Exploration Pétrolière 85, où le puits a été foré, est exploitée par Rhino Resources avec une participation de 42,5 %. Les co-entrepreneurs sont Azule Energy (42,5 %), Namcor (10 %) et Korres Investments (5 %) – BP et Eni détiennent chacune une participation de 50 % dans Azule Energy. Le puits Capricornus 1-X, débuté le 17 février avec le navire de forage Noble Venturer, a atteint sa profondeur totale le 2 avril, en pénétrant avec succès la cible du Crétacé inférieur. Le puits a trouvé 38 m de réserve nette, avec le réservoir montrant de bonnes propriétés pétro physiques et aucun contact avec l'eau observée. Des échantillons d'hydrocarbures et des carottes de puits latéraux ont été collectés grâce à des opérations intensives de logging par câble. En plus de l'acquisition par câble, le puits a réussi un test de production dans le réservoir contenant du pétrole léger. Le puits a atteint un débit contraint par la surface supérieur à 11 000 stb/j sur un choke de 40/64". Le pétrole léger à 37° API présentait un gaz associé limité avec moins de 2 % de CO2 et aucun

sulfure d'hydrogène. Des études en laboratoire seront menées sur des échantillons de fluides prélevés pendant le test. Le puits va maintenant être temporairement bouché et abandonné et la plateforme sera libérée.

Le 29 mai, **BP Trinidad et Tobago** (BPTT) a annoncé que le développement de **Mento** a, en toute sécurité, livré du gaz pour la première fois grâce à la connexion du puits de découverte initial, et la campagne de forage pour les sept puits restants sur la plateforme va maintenant commencer. Mento est une coentreprise à 50/50 entre EOG Resources Trinidad Ltd (EOG) et BPTT, avec EOG en tant qu'opérateur. Le développement comprend une installation de 12 emplacements, surveillée, qui est située sur une superficie conjointement licenciée par BPTT et EOG au large de la côte sud-est de Trinité.

Le 3 juin, **BP** approfondit et progresse en **Azerbaïdjan** avec le feu vert pour un nouveau projet majeur et l'accès à l'exploration Elle approuve la prochaine phase majeure de développement du gigantesque champ gazier de Shah Deniz. L'électrification du terminal de Sangachal, ainsi que le projet solaire, devrait permettre une réduction des émissions opérationnelles. Elle accède à deux nouveaux blocs d'exploration et développement, prend des mesures pour faire progresser un troisième. De nouveaux accords s'appuient sur une importante entreprise existante et un partenariat de plus de 30 ans avec l'Azerbaïdjan. BP, avec ses partenaires, a conclu une série d'accords qui renforceront et développeront ses intérêts majeurs dans le pétrole et le gaz en Azerbaïdjan, ouvrant la voie à la croissance et à une production supplémentaire tout en approfondissant son partenariat avec le pays et la compagnie pétrolière d'État, SOCAR. Les accords, signés lors de la Semaine de l'énergie de Bakou, comprennent les décisions d'investissement finales pour la prochaine grande phase de développement du gigantesque champ gazier Shah Deniz – Compression de Shah Deniz – ainsi que pour deux projets – d'électrification de terminal et d'énergie solaire – qui, ensemble, devraient permettre de réduire les émissions opérationnelles. Ils incluent également des accords pour que BP ait accès à deux nouvelles licences d'exploration et de développement et introduise un nouveau partenaire pour accélérer l'exploration d'un troisième. Ces accords représentent des avancées dans la stratégie de BP visant à accroître la valeur à long terme pour les actionnaires, contribuant à son objectif d'accroître ses activités en amont, tout en soulignant l'engagement continu de BP envers l'Azerbaïdjan.

Shell suit la même évolution mais de manière moins brutale du fait de sa meilleure situation.

Le 4 mars, dans le cadre de sa transformation en cours, **Shell** annonce d'autres changements au sein de son Comité Exécutif et de sa structure de leadership pour soutenir sa stratégie visant à générer plus de valeur avec moins d'émissions. « *Nous avons réalisé des progrès significatifs au cours des deux dernières années en construisant une stabilité avec un bilan de performance solide et une gestion active du portefeuille, tout en simplifiant notre entreprise* » a déclaré le Directeur Général Wael Sawan. « *Il est maintenant temps de commencer la prochaine phase de notre transformation. À l'avenir, nous allons réduire les niveaux de notre structure de leadership la plus senior pour refléter les trois domaines principaux de valeur commerciale - Gaz Intégré ; Amont ; et Aval, Énergies Renouvelables et Solutions Énergétiques, tout en élevant le Trading et l'Approvisionnement, qui est un catalyseur clé au sein de l'organisation. Dans la première moitié de 2026, nous intégrerons également les divisions techniques, qui composent aujourd'hui notre direction Projets et Technologie, dans nos lignes d'affaires. Cette simplification supplémentaire permettra à nos entreprises de rapprocher ces capacités techniques de la création de valeur.* » Après plus d'une décennie de service distingué avec Shell, la directrice du Gaz Intégré et de l'Amont, Zoë Yujnovich, quittera ses fonctions à compter du 31 mars 2025. Zoë assistera avec la transition, après quoi elle quittera le Groupe. Cederic Cremers est nommé Président du Gaz Intégré, et Peter Costello est nommé Président de l'Amont, tous deux rejoignant le Comité Exécutif à compter du 1er avril 2025.

Le 13 mars, **Shell** a terminé la vente de The Shell Petroleum Development Company of Nigeria Limited (SPDC) à Renaissance, comme annoncé le 16 janvier 2024.Le désengagement de SPDC s'aligne sur l'intention de Shell de simplifier sa présence au **Nigeria** en sortant de la production pétrolière onshore dans le delta du Niger et en se concentrant sur des investissements futurs dans ses positions en eau profonde et en gaz intégré. Renaissance contrôle désormais la participation de 30 % de SPDC dans le JV SPDC, un partenariat non constitué en société avec la Nigerian National Petroleum Corporation, détenue par l'État (55 %), Total Exploration and Production Nigeria Ltd (10 %) et Agip Energy and Natural Resources (Nigeria) Limited (5 %).

Le 21 mars, **Shell Brasil** Petróleo Ltda. (Shell Brasil), une filiale de Shell plc, a pris la Décision Finale d'Investissement (FID) pour **Gato do Mato**, un projet en eau profonde dans la zone pré-sal du

Bassin de Santos, au large du Brésil. Le Consortium Gato do Mato comprend Shell (opérateur avec une participation de 50 %), Ecopetrol (30 %), TotalEnergies (20 %) et Pré-Sal Petróleo S.A. (PPSA) agissant en tant que gestionnaire du contrat de partage de production. Le plan de développement comprend l'installation d'un FPSO (navire de production, de stockage et de déchargement flottant) et est conçu pour produire jusqu'à 120 000 b/j. Les volumes de ressources récupérables estimés actuels du développement Gato do Mato sont d'environ 370 millions de barils. "*Gato do Mato est un exemple de notre investissement continu dans des projets de plus en plus efficaces*" a déclaré Zoë Yujnovich, Directrice Gaz Intégré et Amont de Shell. « *Le projet contribue à maintenir une production de liquides stable provenant de notre activité amont avantageuse, et renforce notre position de leader en tant que plus grand producteur étranger au Brésil alors que nous continuons à œuvrer pour répondre aux besoins énergétiques mondiaux pour un avenir lointain.* » Le consortium prévoit que le champ de Gato do Mato commencera ses opérations en 2029.

Le 1er avril, **Shell Eastern Trading** Pte. Ltd., une filiale de Shell plc, a finalisé l'acquisition annoncée précédemment de 100 % des actions de Pavilion Energy Pte Ltd. Pavilion Energy, dont le siège est à Singapour, exploite une activité mondiale de négoce de GNL avec un volume d'approvisionnement contracté d'environ 6,5 Mt/an. L'acquisition concerne le portefeuille de contrats d'approvisionnement et de détachement de GNL de Pavilion Energy, sa capacité de regazéification et son activité de bunkering de GNL, renforçant la position de Shell sur le marché du GNL. Cette acquisition contribue à réaliser l'ambition de Shell de consolider sa position de leader dans le gaz naturel liquéfié (GNL) en augmentant les ventes de 4 à 5 % par an jusqu'en 2030. L'intégration des actifs de Pavilion Energy dans le portefeuille mondial de GNL de Shell commencera immédiatement.

Par ailleurs, **Shell Singapore** Pte Ltd (SSPL), une filiale de Shell plc, a réussi à finaliser la vente précédemment annoncée de son Energy and Chemicals Park à Singapour à CAPGC Pte. Ltd. (CAPGC), une coentreprise entre Chandra Asri Capital Pte. Ltd. et Glencore Asian Holdings Pte. Ltd. La transaction a été réalisée par la vente d'actions d'Aster Chemicals and Energy Pte. Ltd., qui est constituée à Singapour et une filiale entièrement détenue par SSPL. Le désinvestissement s'inscrit dans le cadre des efforts continus de Shell pour améliorer son activité produits chimiques et produits. Shell reste engagé à Singapour avec son rôle de centre régional important pour les activités de marketing et de négoce de Shell.

Le 3 avril, à Houston, **Shell Midstream Operating** LLC (SMUS), une filiale de Shell plc (« Shell »), a convenu de vendre sa participation de 16,125 % dans Colonial Enterprises, Inc. (« Colonial ») à Colossus AcquireCo LLC, une filiale entièrement détenue de Brookfield Infrastructure Partners L.P. et de ses partenaires institutionnels (collectivement, « Brookfield »), pour 1,45 G$. « *Ce désinvestissement reflète notre concentration sur la performance, la discipline et la simplification* » a déclaré Andrew Smith, président de Shell Trading & Supply. « *Cela nous permettra de nous concentrer sur des domaines où nous avons une échelle et un avantage concurrentiel.* » La transaction est soumise à des approbations réglementaires et devrait être conclue au quatrième trimestre 2025.

Le 1er mai, toujours à Houston, Shell Offshore Inc. et Shell Pipeline Company (SPLC), filiales de Shell plc (Shell), ont finalisé l'accord précédemment annoncé pour augmenter leur participation dans la **plateforme Ursa** dans le Golfe d'Amérique de 45,3884 % à 61,3484 %. Cette acquisition fait partie de la stratégie de Shell d'investir dans des projets pétroliers et gaziers rentables et compétitifs en carbone, dotés d'une chaîne de valeur intégrée solide.

Le 20 mai a eu lieu l'**Assemblée Générale** annuelle de **Shell** à Londres : Toutes les résolutions ont été acceptées à plus de 90 % sauf la résolution 22 rejetée (20,56 % pour). Cette résolution était rédigée ainsi : « *Les actionnaires demandent à la société de préciser si et comment ses prévisions de demande pour le gaz naturel liquéfié (GNL), objectifs de production et de vente de GNL et nouveaux investissements en capital dans des actifs gaziers sont conformes à ses engagements en matière de climat, y compris son objectif d'atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050.* » Cependant, le résultat du vote a incité la direction au communiqué suivant : « *Le niveau des votes sur la Résolution 22 nous oblige à expliquer quelles actions nous avons l'intention de prendre pour consulter les actionnaires afin de comprendre les raisons derrière le résultat, et rendre compte dans un délai de six mois. Nous remplirons cette obligation en continuant à dialoguer avec les actionnaires et nous accueillons les retours concernant nos divulgations sur le GNL alors que nous préparons la note sur notre site web relative au marché du GNL, à l'activité GNL de Shell et à la manière dont notre activité GNL s'accorde avec notre stratégie plus large et nos engagements climatiques.* »

Le 26 mai, **Shell Brasil** Petróleo Ltda. (Shell Brasil), une filiale de Shell plc, a annoncé le début de la production de l'installation flottante de stockage et de

déchargement (FPSO) Alexandre de Gusmão dans le champ Mero dans le bassin de Santos au large du Brésil. Dans le cadre du projet **Mero-4**, le FPSO sera connecté à 12 puits, avec une capacité opérationnelle de production de 180 000 b/j et 12 millions de mètres cubes de compression de gaz par jour (part de Shell 19,3 %). Le FPSO est situé à 180 kilomètres de la côte de Rio de Janeiro à une profondeur d'eau d'environ 2 000 mètres. "*Mero-4 est le dernier exemple de la manière dont nous travaillons avec nos partenaires pour débloquer de la valeur à partir de réservoirs de classe mondiale, en soutenant une production de liquides matérielle et en répondant aux besoins énergétiques actuels du monde*" a déclaré Peter Costello, président de Shell Upstream. "*Notre portefeuille brésilien présente des actifs à longue durée de vie avec des débits élevés, ce qui nous donne certains de nos barils les plus compétitifs tant en termes de coût d'exploitation qu'en empreinte carbone.*" Le champ unitaire de Mero est exploité par Petrobras (38,6%), en partenariat avec Shell Brasil (19,3 %), TotalEnergies (19,3 %), CNPC (9,65 %), CNOOC (9,65 %) et Pré-Sal Petróleo S.A (PPSA) (3,5 %) représentant le gouvernement dans la zone non contractée.

Le 28 mai, **Shell Nigeria** Exploration and Production Company (SNEPCo), une filiale de Shell plc, a signé un accord avec **TotalEnergies EP Nigeria** Limited pour acquérir sa participation de 12,5 % dans le contrat de partage de production **OML 118** (OML 118 PSC), un permis d'exploitation pétrolière en mer au large du Nigeria qui comprend le champ Bonga. Une fois finalisée, cette transaction augmentera l'intérêt de Shell dans l'OML 118 PSC de 55 % à 67,5 %. SNEPCo est l'opérateur de l'OML 118 PSC. Elle produit actuellement depuis le champ Bonga via le FPSO Bonga et a annoncé le développement du champ Bonga North en décembre 2024.« *Suite à notre décision d'investissement final sur Bonga North l'année dernière, cette acquisition représente un autre investissement important dans les eaux profondes du Nigeria qui contribue à maintenir une production de liquides durable et à la croissance de notre portefeuille amont* », a déclaré Peter Costello, Président amont de Shell. La transaction est soumise aux approbations réglementaires et à d'autres conditions de clôture. La transaction devrait être finalisée avant la fin de cette année.

En mai, des rumeurs de fusion entre BP et Shell se sont répandues avec la baisse du cours de BP.

BP ne pesait plus que 75 G$, quand Shell flirtait, lui, avec les 200 G$. Mais un prix du baril de Brent à moins de 60 $ rend difficile l'atteinte des objectifs de BP et Elliott, qui détient 5% de BP, ne les lâchera pas à un prix trop faible. L'enjeu est colossal pour Shell. Il dépasserait en taille Chevron, sans atteindre celle d'ExxonMobil. L'aval du gouvernement britannique à cette mégafusion pourrait être simple à obtenir.

Le 26 juin, en réponse à des spéculations médiatiques récentes (Wall Street Journal), Shell souhaite clarifier qu'elle n'a pas activement envisagé de faire une offre pour BP et confirme qu'aucune approche n'a été faite et qu'aucune discussion n'a eu lieu avec BP concernant une éventuelle offre.

Le 30 juin, **Shell Canada Energy**, une filiale de Shell a annoncé que le pr**emier chargement** de gaz naturel liquéfié a quitté l'installation de **GNL Canada** sur la côte ouest du Canada. Avec 40 %, Shell détient le plus grand intérêt opérationnel dans la coentreprise GNL Canada. Située à Kitimat, en Colombie-Britannique, l'installation exportera du GNL de deux unités de traitement ou 'trains' d'une capacité totale de 14 Mt/an.

Côté **ExxonMobil,** la période sous revue est marquée par un évènement historique : la **sortie** d'ExxonMobil **du territoire français**, après plus de 80 ans de présence, avec la **vente d'Esso France** au canadien North Atlantic le 28 mai. En effet, ExxonMobil est entrée en négociations exclusives avec la filiale française du canadien North Atlantic en vue de lui céder la totalité de sa participation, soit 82,89 % du capital, au prix de 149,19 €. Ce prix n'est pas définitif. Il sera soumis à plusieurs ajustements. Le premier se fera à la baisse, du montant de trésorerie qu'Esso distribuera avant la cession. Le deuxième, à la hausse, en fonction des taux d'intérêt et un dernier (soit à la hausse soit à la baisse), en fonction des prix du baril fin 2025, qui feront varier la valeur des stocks de la société (10 millions de barils à fin 2024). Le prix final est donc inconnu, comme l'est la date exacte de réalisation de l'opération, « *qui fera l'objet d'une information du public en temps utile* » est-il spécifié dans le communiqué (il évoque tout de même la fin de 2025). Par ailleurs, ExxonMobil « *a accepté de faire des efforts raisonnables pour faire en sorte qu'Esso* », avant la cession, distribue une somme pouvant aller jusqu'à 63,36 €, en plus du dividende de 53 € qui sera versé le 10 juillet. Enfin, une fois la vente réalisée, et conformément à la loi, North Atlantic devrait déposer une offre publique d'achat obligatoire pour les actions restant en circulation aux mêmes conditions, puis un retrait obligatoire interviendra, vraisemblablement en 2026. Le dernier actif industriel d'ExxonMobil en France était la raffinerie de **Gravencho**n en

Normandie. Avec une capacité de traitement de 230 000 b/j c'est le deuxième site de France.

Le même jour se tenait l'**Assemblée Générale d'ExxonMobil** : Plus de 3,6 milliards d'actions étaient représentées lors de cette réunion, soit environ 84 % des actions en circulation ayant droit de vote. En moyenne, 97,5 % des votes exprimés ont été donnés pour élire, en tant qu'administrateurs, les 12 candidats figurant dans la déclaration de procuration. Le soutien aux administrateurs a varié de 94,2 % à 98,6 %. Le soutien de l'année dernière variait de 87 % à 98 %. La proposition concernant la ratification des auditeurs indépendants a été adoptée. Environ 97 % des actions ayant voté à ce sujet ont voté POUR. Cela est conforme au soutien de l'année dernière. La proposition relative à un vote consultatif pour approuver la rémunération des dirigeants a été adoptée, avec environ 92 % des actions ayant voté POUR à ce sujet. Cela est également en accord avec le soutien de l'année dernière.

Sources : Sites Internet de BP, Shell, ExxonMobil

A suivre ? …

ASSEMBLEE GENERALE FAS 2025 : A LA TOUR COUPOLE CHEZ TOTALENERGIES

On se souvient que, en **décembre 2024**, le **Grand Prix de la FAS** (***F**édération française de l'**A**ctionnariat **S**alarié*) était **décerné** à **TotalEnergies**, pour ses initiatives et résultats spectaculaires, cette année-là, en matière d'actionnariat salarié (voir AVASCOPE n° 94, p. 28 et 29).

Lorsque la **FAS** a demandé à ses associations adhérentes de proposer un lieu susceptible d'accueillir son **Assemblée générale** du 11 juin 2025, c'est tout naturellement que l'**AVAS** (membre fondateur de la FAS en 1986), a suggéré à **TotalEnergies** d'accueillir l'AG de la FAS en ses locaux ; suggestion qui a été retenue et dont nous nous félicitons. Nous remercions l'ensemble des équipes TotalEnergies pour l'excellence de l'accueil et l'organisation logistique de l'événement.

C'est donc le **11 juin 2025**, au siège social de la **TotalEnergies** à **Tour Coupole** que s'est tenue l'Assemblée Générale Ordinaire de la Fédération Française de l'Actionnariat Salarié ; sur proposition de l'AVAS et avec l'accord et l'appui organisationnel de TotalEnergies. Ont participé à cette AG (à distance ou sur place) ou ont donné pouvoir de représentation : 37 représentants de 17 associations adhérentes à la FAS.
Pour l'AVAS, les participants à l'AG de la FAS - tous membres du bureau de l'AVAS - étaient : Bernard Butori, Dominique Chasseguet, Philippe Costerg, Jean-Louis Latapie et Jean-Alain Taupy.

La **FAS** (anciennement 'Fédération Française des Associations d'Actionnaires salariés et anciens salariés') **regroupe** en effet les **Associations** des **actionnaires salariés** d'ArcelorMittal, Orange, Renault, Veolia, CNP Assurances, Engie, Polylogis, Thalès, Suez, BNP Paribas, Société Générale, Vantiva (ex-Technicolor), TotalEnergies, Saint Gobain, LCL, Pierre Fabre, Gaz Electricité de Grenoble, Airbus, Essilor Luxotica.

La **FAS** organise **3 évènements chaque année** : Le Grand Prix FAS, le Prix de la recherche sur l'actionnariat salarié et le Benchmark (dont les résultats ont été donnés le 12 juin).

La FAS publie également un **guide de l'Épargne** sous forme papier et sous forme numérique. Jean-Alain Taupy, vice-président de l'AVAS, est membre du comité de rédaction de ce guide.

Enfin, la cotation de l'**indice Euronext FAS IAS** (Indice de l'Actionnariat Salarié) a repris sur le marché Euronext Paris le 23 février 2024.
Cet indice regroupe les entreprises cotées dont le capital est détenu à 3 % au moins par les actionnaires salariés et anciens salariés. Créé le 22 octobre **1999** à l'initiative de la **FAS**, il permet de mesurer la performance des entreprises dotées d'un actionnariat salarié significatif.
L'indice Euronext FAS IAS comprend actuellement **29 entreprises**, dont TotalEnergies.
Un FCPE répliquant cet indice vient d'être crée par Amundi.

Pour en savoir plus, cf. le site Internet (www.fas.asso.fr) : FAS - Fédération Française de l'Actionnariat Salarié

TOTALENERGIES MAINTIENT LE CAP DE LA TRANSITION ENERGETIQUE DANS UN ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE ET ECONOMIQUE TOUJOURS INCERTAIN

PAR BERNARD BUTORI

Alors que la plupart des **majors pétrolières** lèvent nettement le pied en matière de **transition énergétique** (voir à ce sujet les chroniques de Jean-Alain Taupy ; ci-avant en page 24), **TotalEnergies maintient** avec brio et raison le **cap** de sa **stratégie multi-énergies** basée sur ses **2 piliers** : **les hydrocarbures** avec notamment le GNL (*Oil&Gas*) et l'**électricité** notamment renouvelable (*Integrated Power*), répondant tous deux à des demandes en croissance partout dans le monde.

Elle est la major qui **investit le plus dans la transition énergétique**, avec près de **5 G$** investis en **2024** dans les énergies bas carbones, majoritairement dans l'électricité et les renouvelables.

Pour les **hydrocarbures**, **TotalEnergies** privilégie les « *projets pétroliers et gaziers à point mort bas et à faibles émissions* » avec un objectif de réduction de ses émissions, et renforce sa production de GNL, considérée comme une énergie de transition.

Pour l'**électricité**, TotalEnergies construit « *un modèle rentable différencié Integrated Power qui deviendra un des moteurs de la génération de cash de la Compagnie* ». Ainsi, en **2024**, TotalEnergies a investi **4 G$** dans ***Integrated Power***, augmenté sa production nette de 23 %, et franchi le cap des **10 %** d'**électricité** dans son **mix de ventes**, poursuivant ainsi la réduction de l'intensité carbone des produits énergétiques vendus.

La **stratégie** de **TotalEnergies**, qui est la **major la plus engagée dans la transition énergétique**, est **payante** puisque, pour la troisième année consécutive, TotalEnergies continue d'être la **major la plus rentable** affichant un ROACE (rentabilité des capitaux employés moyens) de **14,8 %**.
TotalEnergies maintient son **objectif de neutralité carbone** à l'horizon 2050 ensemble avec la société. Ce terme « *ensemble avec la société* » est important, car la défaillance des volontés politiques ou gouvernementales ou les dérives consuméristes peuvent freiner ou compromettre la transition énergétique. Ainsi, aux USA « *dans le domaine de l'éolien offshore »,* TotalEnergies a « *décidé de suspendre les projets au large des États de New-York et du New Jersey compte tenu de l'hostilité de l'administration actuelle à ce type de projets, qui supposent l'obtention d'autorisations au niveau fédéral.* »

Tandis que certains s'emploient à **rendre le monde plus vivable** et participent aux efforts internationaux de **lutte contre le changement climatique** (les **COP**s étant le cadre annuel des échanges à ce sujet) ; d'autres sont dans le déni ou le court terme et se moquent éperdument du devenir de la planète, quand ils ne s'acharnent pas à rendre infernale la vie de leurs voisins, comme le montre cruellement l'**extension des conflits** de par le monde.

L'actuelle **gouvernance mondiale**, élaborée patiemment après les deux guerres mondiales du 20ème siècle, s'efforce de répondre aux **aspirations de paix et de justice des peuples de la Terre** ainsi qu'à leurs besoins d'éducation, de santé, de prospérité économique et sociale et au respect de leurs droits fondamentaux.

Cette gouvernance mondiale s'appuie sur **diverses institutions**, telles la Banque mondiale (**BM**) et le **FMI** créés tous deux en 1944, l'**ONU** créée en avril 1945 (51 États membres à l'origine et, à ce jour, 193 États membres + 2 États observateurs non-membres : le Saint-Siège depuis 1964 et l'État de Palestine depuis 2012), l'**OMC**, les **TPI** (Tribunal pénal international), ainsi que sur des **sommets internationaux**, avec la possible conclusion d'accords, de traités, de conventions qui participent à la création d'un **Droit international** et à la mise en place de réglementations et de systèmes de régulations.

Dans leur **Charte**, les **Nations Unies** énoncent leurs **buts** et **principes**, parmi lesquels :

« Maintenir la paix et la sécurité internationales … prévenir et écarter les menaces à la paix … réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix … principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes … respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue ou de religion … ».

Pour remplir ses missions l'**ONU** dispose d'**institutions** spécialisées, **créés avant elle** - comme l'**UIT** (télécommunications) et l'**UPU** (union postale) créées respectivement en 1865 et 1874, l'**OIT** (travail) créée en 1919, l'**OACI** (aviation civile - 1944), la **BM** ou le **FMI** - **ou après**, en fonction des besoins. Parmi ces institutions plus récentes, on trouve notamment la **FAO** (alimentation et agriculture) et l'**UNESCO** (éducation, science et culture) toutes deux créées en 1945, l'**OMS** (santé) créée en 1948 et dont Trump a retiré les USA dès

le jour de son investiture le 20 janvier 2025, l'**OMI** (transports maritimes internationaux – 1948), l'**OMM** (météorologie – 1950), l'**ONUDI** (développement industriel – 1966), l'**OMPI** (propriété intellectuelle – 1967), l'**OMT** (tourisme – 1975).

Il existe d'**autres structures, programmes** ou **agences**, plus ou moins apparentées à l'**ONU**, comme la **CIJ** (Cour internationale de justice - 1946 -, qui est l'organe judiciaire principal de l'ONU), la **CPI** (Cour pénale internationale - 2002 -, dont le statut a été ratifié par 125 des 193 États membres de l'ONU), le **HCR** (Réfugiés – 1952), l'**AIEA** (énergie atomique – 1957), l'**OMC** (commerce, pas vraiment affiliée à l'OTAN, créée en 1995 mais résultant d'un processus initié dès 1945), à présent mise à mal par les taxes douanières de Trump, le **PAM** (programme alimentaire mondial), etc.

L'**UNRWA** est l'agence de l'**ONU**, créée en 1949 pour les réfugiés palestiniens et empêchée désormais par Israël de conduire sa mission en Palestine occupée (dont Gaza). A **Gaza**, où **l'innommable est en cours**, Israël interdit l'accès aux journalistes étrangers ainsi que l'entrée de toute aide humanitaire internationale.

Concernant l'**État de Palestine**, rappelons que son drapeau flotte au siège de l'ONU depuis septembre 2012 et que cet État est **reconnu**, à ce jour, par **147** des 193 **États membres** de l'**ONU**. Seul le **veto américain** au Conseil de sécurité **empêche** l'**adhésion** pleine et entière de la **Palestine** à l'ONU (comme ce fut le cas en avril 2024), alors que l'Assemblée générale des Nations Unies s'est très largement prononcée en faveur de cette admission (seulement 9 voix contre en mai 2024). Le 5 **juin 2025**, c'est encore le **veto américain** qui fait obstacle à la résolution soutenue par les 14 autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU réclamant un **cessez-le-feu et l'accès humanitaire illimité à Gaza**. Les Etats-Unis sont donc co-responsables de la situation en Palestine, d'autant plus qu'ils sont le pays qui dispose des moyens de pression les plus importants sur Israël.

La **gouvernance** d'un **État** s'avère parfois difficile et complexe. Alors, comment pourrait-il en être autrement pour la **gouvernance mondiale** ? Mais, ce n'est pas parce que c'est difficile et complexe qu'il faut y renoncer ; car l'enjeu de cette gouvernance, énoncé en **préambule** de la **Charte des Nations Unies**, est bien de « *préserver les générations futures du fléau de la guerre ... proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes ; ainsi que des nations, grandes et petites ...* ».

Quand on voit comment, de nos jours, les grands et puissants de ce monde foulent aux pieds la Charte des Nations Unies - que leur pays a pourtant ratifiée - et comment ils (mal)traitent leurs semblables sans aucun respect de la vie et de la dignité humaine, il y a de quoi s'indigner. Oui, *Indignez-vous !* comme nous y conviait déjà Stéphane Hessel en 2010. Il importe que l'humanité et les peuples qui la composent se ressaisissent et s'unissent à nouveau pour redonner vie et sens à cette Charte des Nations Unies et à ses valeurs.

Parmi les **conflits actuels**, il en est deux, **majeurs**, pour lesquels les USA disposent de moyens d'actions et de pressions efficaces pour y mettre un terme : l'**Ukraine** agressée par la **Russie** et **Gaza** martyrisée par **Israël**.

Or, Trump, au lieu d'exercer les pressions voulues pour amener la Russie et Israël à un cessez-le feu permanent, adopte les points de vue de ces derniers et renforce ainsi leurs positions jusqu'au-boutistes, écartant toute solution de paix juste et durable.

Il importe de mettre un terme à ces conflits, dans le respect du droit international et de la Charte des Nations Unies. Il faut aussi que cessent ces politiques de colonisation ou d'annexion d'une autre époque, que mènent la Russie, la Chine et Israël ou que voudrait mener Donald Trump (Groënland, Canada, ...).

Il n'est pas acceptable que Trump et la Chine soient aussi complaisants avec Poutine et ne dénoncent pas son agression contre l'Ukraine. Non acceptable aussi, la politique d'assimilation forcée des populations – relevant de l'épuration ethnique - que mène la Chine dans les régions du Tibet et du Xinjiang, annexées en 1950.

Il n'est pas acceptable que Netanyahou poursuive une guerre qui aurait dû se terminer il y a plus d'un an, compromettant les chances de survie des derniers otages et mettant en péril mortel plus de 2 millions de Gazaouis. Sa politique de destruction massive à Gaza (et aussi en Cisjordanie) et d'asphyxie des populations gazaouies interdit toute paix juste et fait le lit des terrorismes à venir ...

Il n'est pas acceptable qu'Israël poursuive, impunément depuis 1967 et en dépit des multiples résolutions de l'ONU et des ordonnances de la CIJ, un processus de colonisation et de confiscation des terres palestiniennes et de nettoyage ethnique dans les territoires qu'il occupe et s'apprête à annexer, avec l'accord probable de Trump.

Alors, **restons optimistes** et confiants en la **force** du **bon sens** et du **droit** international pour **triompher** de la **force brutale** et de l'**ego démesuré** de ces mâles alpha narcissiques, qui voudraient régenter le monde.

Bien sûr, tous ces événements géopolitiques créent un sentiment permanent d'insécurité et pèsent sur l'économie et le climat des affaires. L'**avenir** reste **incertain** et tout peut arriver : le pire comme le meilleur ...

Dans ce **contexte très mouvant**, bien malin celui qui pourra dire quelles seront, dans les mois à venir, les évolutions géopolitique, économique, financière, monétaire et boursière.

Le contexte économique et les politiques menées, notamment celle de Trump axée sur les énergies fossiles, compromettent la transition énergétique et font baisser le prix de l'énergie ... mais, comme l'a illustré la guerre des 12 jours contre l'Iran, les prix sont susceptibles de flamber avec l'exacerbation des conflits.

Ainsi, le cours du **baril de Brent**, orienté à la baisse, en dépit de quelques sursauts dus au contexte géopolitique et notamment aux craintes d'un blocage du détroit d'Ormuz, **évoluait à nouveau sous les 70 $** fin **juin 2025**.

Quoiqu'il en soit, **TotalEnergies garde le cap** en matière de **transition énergétique** et d'atteinte de la **neutralité carbone** d'ici 2050, ensemble avec la société.

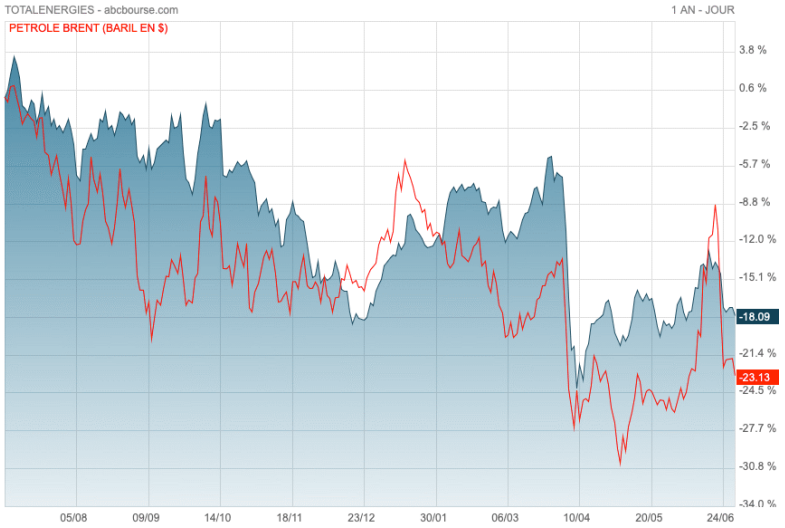
Les graphiques ci-après (source : abcbourse) montrent l'**évolution de l'action** TotalEnergies **sur les 12 derniers mois**, Après le **rallye de plus hauts historiques observés en 2024**, accompagnée d'une nette surperformance de l'action par rapport au CAC 40, l'action est entrée dans une période de **consolidation** qui se poursuit encore et sousperforme le CAC 40 tout aussi nettement. Sur la période, le cours de l'**action baisse** de **18 %**, pour un **CAC 40 en hausse d'un peu plus de 1 %**, tandis que le **baril régresse** de près de **22 %.**

Fin juin 2024, sur les 12 mois écoulés, l'action **TotalEnergies surperformait** le **CAC 40** de **17,5 %,** en raison notamment de son **rallye de plus hauts historiques** intervenu en **avril 2024.**

Fin juin 2025, c'est le **CAC 40** qui **surperforme l'action** de **19,5 %**, le décrochage de l'action s'accentuant fortement à partir d'octobre 2024.

En un an, **TotalEnergies** baisse de **18,1 %**, tandis que le **CAC 40** progresse de **1,4 %**

Sur une période de **24 mois**, la sous-performance de l'action par rapport au CAC 40 est de l'ordre de 6%, **TotalEnergies** baissant de **3,8 %**, tandis que le **CAC 40** progresse de **2,6 %**



L'**évolution comparée** sur les douze derniers mois du prix du baril de **Brent** (ligne rouge) avec le cours de l'action **TotalEnergies** montre une certaine similitude dans le tracé des courbes. Globalement sur la période, la **tendance** est **nettement baissière**, malgré des phases de reprise au 1er trimestre 2025 puis en fin de période.

Cependant, le cours de l'action est **moins sensible** aux variations **à la baisse** du prix du **baril** et surperforme lors des périodes de baisse du baril observées sur la période. La chute de l'action reste moins forte que celle du baril.

En un an, **TotalEnergies** régresse de **18,1 %**, tandis que le **baril** baisse de **21,7 %**.

Le <u>graphique ci-après</u> donne l'évolution du <u>cours de l'action TotalEnergies</u> sur les <u>5 dernières années</u> :

Le graphique ci-avant monte la lente reprise du cours de l'action, très éprouvé par la **crise sanitaire de 2020**, avec un **plus bas** à **20,71 €** le **19 mars 2020**. La hausse est revenue en 2021, permettant à l'action de retrouver ses **niveaux d'avant crise**, jusqu'à un plus haut à **52,50 €** le **11 février 2022** ; avant de **décrocher** le **24 février** 2022, en lien avec l'**agression de la Russie** contre l'Ukraine.

L'année **2022** a été assez heurtée avec l'alternance de périodes haussières puis baissières, avec des **pics** à **57,41 €** en **juin** et proche de **55 €** en **août**. L'année s'est terminée avec la confirmation de résultats records et un plus haut de **60,93 €** le **3 janvier 2023**. Une consolidation s'en est suivie, avec un plus bas à **50,85 €** le 24 mars 2023. La hausse a repris en **juillet 2023**, permettant à l'action de dépasser - à plusieurs reprises, de septembre à novembre - le précédent plus haut historique de 63,40 € observé le 21 juillet 2007 et d'atteindre un **nouveau plus haut historique** à **64,80 €** le **3 novembre 2023**.

S'en est suivie, **début 2024** une période de **consolidation** avec un cours de l'action **sous les 60 €**.

La **hausse** est revenue **en mars 2024** et s'est **amplifiée en avril** ; à tel point qu'elle a propulsé l'**<u>action</u>**, lui permettant de **<u>battre à 9 reprises</u>** son **<u>record historique</u>** : un première fois à **66,06 €** le **2 avril** et une neuvième fois le **<u>26 avril 2024</u>** au-delà de **<u>la barre des 70 €</u>** avec un **<u>nouveau plus haut historique</u>** à **<u>70,11 €</u>**.

Après ce **rallye de records** d'**avril 2024**, le cours de l'action est entré dans une longue phase de **consolidation** jusqu'à un **plus bas** de **50,90 €** le **17 décembre** 2024.

Puis a suivi une **remontée progressive** du cours, jusqu'à une **plus haut** de **60,92 €** le **27 mars** 2025 ; avant une **chute vertigineuse** de **20 %** du cours (et un **plus bas** à **47,65 €**) après le 2 avril, « *Jour de la libération* » selon Trump qui dévoilait sa politique des droits de douane (voir Éditorial ci-avant).

Depuis le cours **remonte chaotiquement**, en lien avec les **événements géopolitiques** et tout récemment avec la guerre des 12 jours d'Israël contre l'Iran, qui a propulsé brièvement le baril au-delà des 80 $ et l'action TotalEnergies au-delà des 55 €. Le **30 juin 2025**, l'action clôturait à **52,10 €.**

<u>Cours du baril de Brent en US $</u> (source : abcbourse)

Les **prix de l'énergie ont fortement augmenté en 2022,** qu'il s'agisse du gaz, de l'électricité ou du pétrole.

Ainsi, le prix du **baril** a flambé jusqu'à **139 $** le **7 mars 2022**. Il a ensuite évolué dans la **zone des 100 à 120 $**, retrouvant ainsi le **niveau observé** dans les **années 2011 à 2014**, comme le montre le graphique **ci-avant qui donne l'<u>évolution du prix du baril sur les 10 dernières années</u>**.

Rappelons aussi que le **baril** avait atteint **un plus haut** à **147 $** en **juillet 2008**.

En **juillet 2022**, la consolidation des prix s'est poursuivie et le baril est passé **sous les 100 $** ; puis la **tendance** est devenue nettement **baissière** : le baril était à **83 $** fin **février 2023** et à **74 $** fin **juin 2023**.

De **juillet à septembre 2023**, les prix ont remonté jusqu'à un plus haut à **97,7 $** le 28 septembre, avant de décrocher brutalement jusqu'à un plus bas à **72,3 $** le 13 décembre 2023.

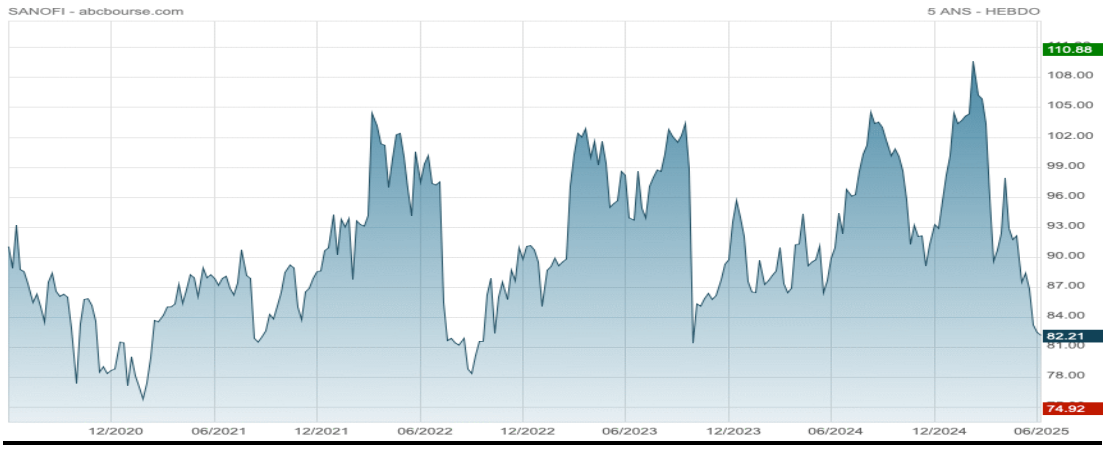
Depuis, les prix ont oscillé dans une **fourchette de 70 à 90 $** jusqu'à **début 2025** ; où la **tendance baissière** s'est accentuée, notamment en avril après les déclarations de Donald Trump sur les droits de douane.

En dépit d'une brève flambée des prix au-delà des 80 $, liée à l'attaque d'Israël contre l'Iran, le baril terminait à **66,60 $ fin juin**.

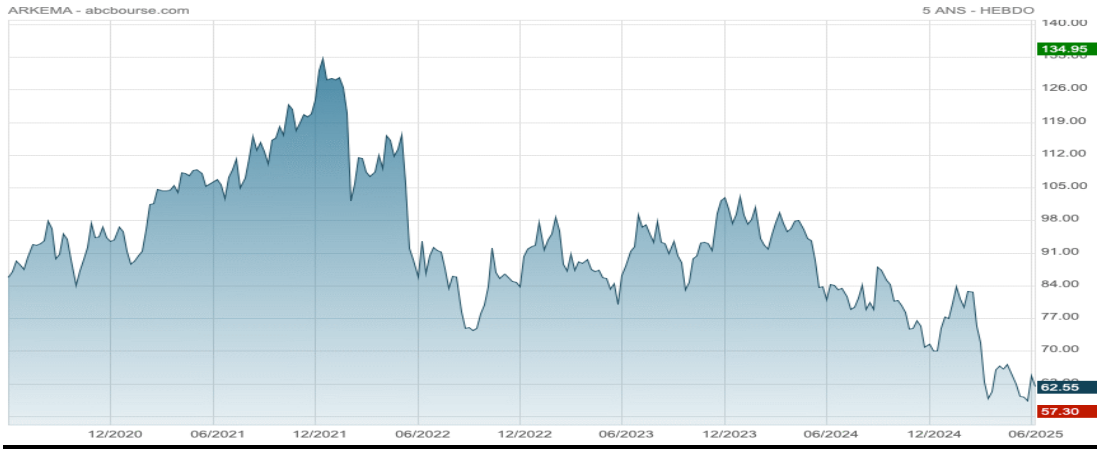
LE BONUS !

Pour ceux d'entre vous qui êtes actionnaires d'**Arkema**, de **Sanofi** et de **TotalEnergies Gabon**, nous vous offrons, en bonus, le cours sur les 5 dernières années, de ces différentes actions (source : abcbourse).

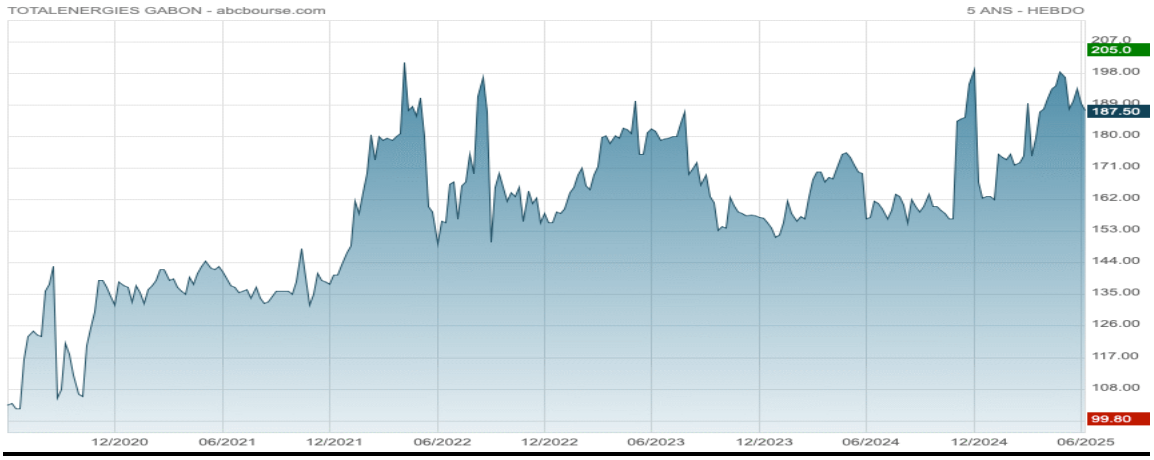
Cours de l'action Sanofi



Cours de l'action Arkema



Cours de l'action TotalEnergies Gabon



AVAS TotalEnergies : Tour Michelet Bureau A 1225 ; 24 Cours Michelet – 92069 PARIS LA DEFENSE CEDEX – email : avas.total@gmail.com
Téléphones : B. Butori : 06 72 82 65 39 ; J.A. Taupy : 06 07 25 70 78 ; D. Chasseguet : 06 82 85 80 39

Site Internet : esop-avas.org

Bureau AVAS : Président : Bernard Butori ; Vice-Président : Jean-Alain Taupy ; Secrétaire-Général : Dominique Chasseguet ; Secrétaire Général Adjoint : Philippe Costerg ; Trésorière : Marie-Claire Vivier ; Conseillers : Olivier Gouraud, Jean-Louis Latapie Vincent Lefèvre et Eric Vaubourdolle

Conseil d'Administration : les membres du Bureau et : Jean-Pierre Bidegain, Benoît Clergeat, Louis Fimbi, Michel Goubly, Bruno Henri, Marc Jacquemin, Alexandre Kateb, René Laguna, Jérôme Piat, Pierre Procureur, Bertrand de Reviers, Pierre Thiam.

SOMMAIRE du N° 95

Edition par email et tirage papier réservée aux seuls Adhérents et Sympathisants

En route vers un monde dystopique ..... P 1	Assemblée Générale FAS 2025 à la Tour Coupole chez TotalEnergies ……..... P 29
Quelques évènements importants ou significatifs concernant TotalEnergies depuis mars 2025 ……..... P 2	TotalEnergies maintient le cap de la transition énergétique dans une environnement géopolitique et économique toujours incertain …….....…. P 30
Assemblée Générale de TotalEnergies du 23 mai 2025 .. P 17	Le Bonus ……..…… P 35
Augmentation de capital réservée aux salariés 2025…... P 22	AVAS – TotalEnergies : Bureau et CA ……...…. P 36
Les entreprises pétrolières et gazières face à la transition énergétique (épisode 17) ……..……..……..…..... P 24	Bulletin d'adhésion 2025 ……...…. P 36

Si vous ne l'avez déjà fait …

Pensez à renouveler votre adhésion à l'AVAS pour 2025,

ou : Rejoignez-nous !

La cotisation annuelle est de 20 € ; la cotisation de soutien est de 40 € ou plus.

Nous vous remercions par avance de votre fidélité et de votre contribution.

✂ . _ .

BULLETIN D'ADHESION 2025

AVAS, Association **V**olontaire des **A**ctionnaires **S**alariés et **A**nciens **S**alariés de TotalEnergies

NOM : ...…… PRENOM ……..……
Adresse : ……..
Téléphone fixe : ……..… Portable : ..……..
e-mail : …… @ ……
Et je vous adresse, ci-joint, un chèque à l'ordre d'AVAS pour ma cotisation 2025 - Date ……..
Cotisation de base : **20 €** ☐ ou Cotisation de soutien : **40 €** ☐ - Signature ➔➔

A renvoyer à : AVAS TotalEnergies, Tour Michelet – Bureau A 1225
24 Cours Michelet - 92069 PARIS LA DEFENSE CEDEX

e-mail : avas.total@gmail.com
site Internet : esop-avas.org
Téléphones : B. Butori : 06 72 82 65 39 ; J.A. Taupy : 06 07 25 70 78 ; D. Chasseguet : 06 82 85 80 39